

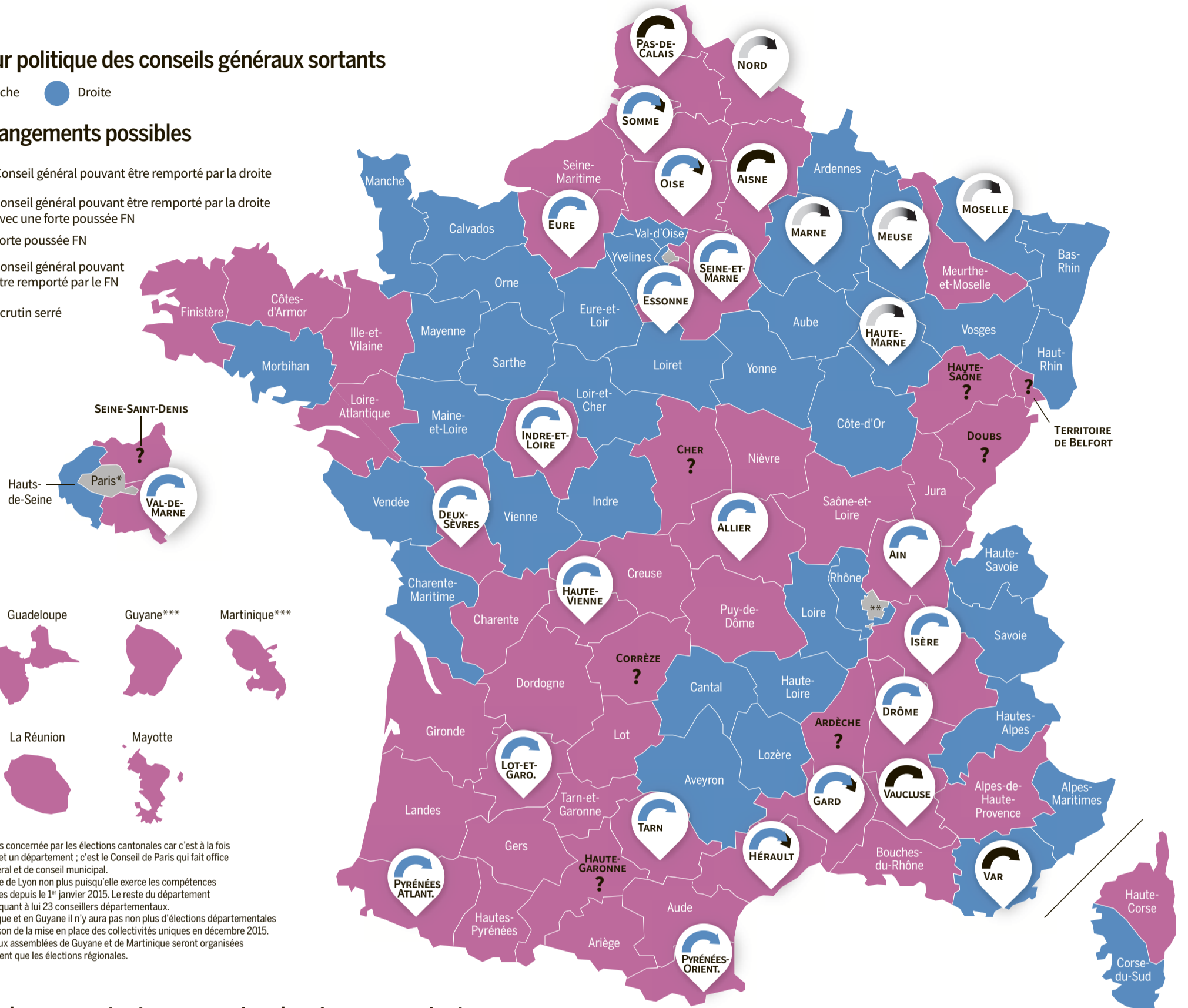


Couleur politique des conseils généraux sortants

● Gauche ● Droite

Les changements possibles

-  Conseil général pouvant être remporté par la droite
-  Conseil général pouvant être remporté par la droite avec une forte poussée FN
-  Forte poussée FN
-  Conseil général pouvant être remporté par le FN
-  Scrutin serré

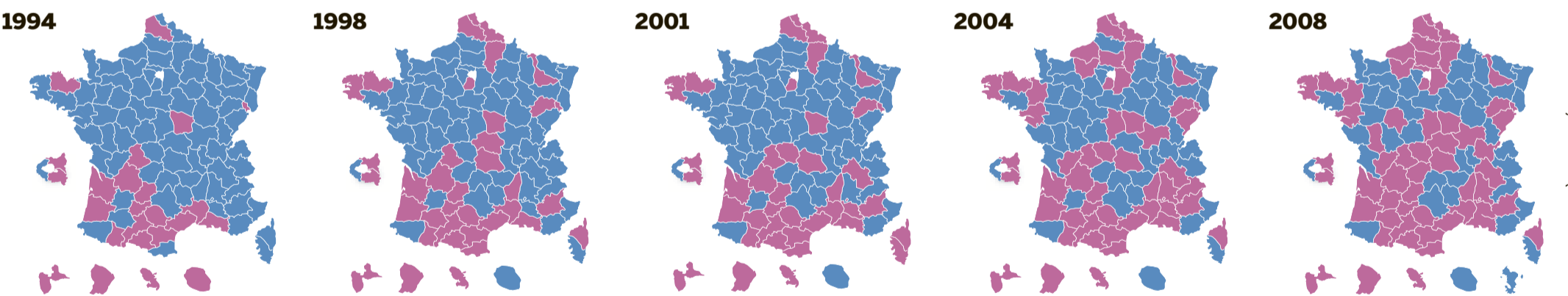


* Paris n'est pas concernée par les élections cantonales car c'est à la fois une commune et un département ; c'est le Conseil de Paris qui fait office de conseil général et de conseil municipal.
 ** La métropole de Lyon non plus puisqu'elle exerce les compétences départementales depuis le 1^{er} janvier 2015. Le reste du département du Rhône élira quant à lui 23 conseillers départementaux.
 *** En Martinique et en Guyane il n'y aura pas non plus d'élections départementales en 2015, en raison de la mise en place des collectivités uniques en décembre 2015. Les élections aux assemblées de Guyane et de Martinique seront organisées au même moment que les élections régionales.

La gauche en constante progression depuis presque vingt ans

COULEUR POLITIQUE DES CONSEILS GÉNÉRAUX

● Gauche ● Droite



Vers un grand chamboulement

Toute élection, particulièrement quand elle est locale, est une équation à plusieurs inconnues : quelle sera la participation ? qui l'abstention favorisera-t-elle ? quel sera le poids des enjeux nationaux ? Pour le prochain scrutin, qui se tiendra en France les 22 et 29 mars, les limites de l'inconnu vont être repoussées et, pour tous les observateurs, les voies de ces élections départementales restent impénétrables. C'est à une élection inédite que sont conviés les électeurs. Construites sur les fondations avortées des élections territoriales voulues par Nicolas Sarkozy, les départementales remplacent les cantonales, qui se tenaient habituellement

tous les trois ans. Le scrutin qui devait se tenir en 2014 a été reporté et, depuis le dernier renouvellement, en mars 2011, le paysage politique a bien changé : une présidentielle, des législatives, des municipales, des européennes, des sénatoriales se sont tenues entre-temps. Principale nouveauté de ces départementales : elles se tiendront pour la première fois sur tout le territoire (excepté Paris, la nouvelle métropole de Lyon, la Martinique, la Guyane et les collectivités d'outre-mer). Tous les conseillers seront donc renouvelés en même temps – et non plus par « série » – pour une durée de six ans. De quoi donner une coloration nationale encore plus forte au scrutin.

Pour ajouter de la confusion, ces élus ne représenteront plus le même territoire qu'avant : leur canton a changé. A l'origine de ce redécoupage, une volonté du gouvernement d'introduire la parité dans des assemblées départementales qui comptent en moyenne 13,5 % de femmes et sont à 95 % dirigées par des hommes. C'est pourquoi un vaste chantier de réforme des modes de scrutin a été engagé fin 2012, dont une partie concerne les élections cantonales. « Usine à gaz » Pour atteindre son objectif, l'exécutif a inventé un système unique au monde – une « usine à gaz » pour ses détracteurs : le « scrutin binominal mixte majoritaire à

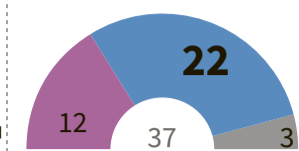
deux tours ». Désormais, chaque canton ne sera plus représenté par un conseiller mais par un couple de conseillers, un homme et une femme. Le visage des nouveaux conseils, très masculins, va s'en trouver considérablement changé, avec le départ de nombreux sortants qui ne pourront pas se représenter, et l'arrivée de beaucoup d'entrantes. Pour ne pas doubler le nombre d'élus (qui au final augmentera de 73 sièges sur toute la France), il a fallu réduire drastiquement le nombre de cantons – qui est ainsi passé de 4 035 à 2 054 – tout en les agrandissant. Ce redécoupage, qui tantôt favorise la droite, tantôt la gauche, brouille, lui aussi, toute visibilité sur le scrutin. Votée entre

janvier et avril 2013 par le Parlement, la réforme a été adoptée dans la douleur, s'attirant les oppositions de la droite mais aussi des écologistes, des radicaux de gauche et du Front de gauche. En lecture définitive, à l'Assemblée, le 17 avril 2013, le texte avait été adopté à 273 voix contre 247. Véritable « tripatoouillage électoral » pour l'opposition, la réforme dépasse tout ce qui a été fait auparavant. Le gouvernement en a fait un argument, expliquant que la carte des cantons n'avait jamais connu de redécoupage d'ensemble depuis plus de deux siècles. Il faut reconnaître que des distorsions s'étaient installées, l'écart entre le canton le moins peuplé et le plus peuplé d'un même départe-

ment pouvant aller de 1 à 47 (dans l'Hérault). Avec le redécoupage, la population d'un canton ne devrait plus s'écarter de plus de 20 % de la population moyenne des cantons du département. Reste encore une inconnue, et non des moindres, qui ne sera pas totalement levée d'ici au scrutin : les compétences de ces nouveaux élus. Le projet de loi portant « nouvelle organisation territoriale de la République », qui doit définir leurs compétences, ne sera examiné par l'Assemblée qu'à partir du 17 février. Le vote définitif du texte n'interviendra qu'après les élections, décidément les plus mystérieuses qu'ait connues la France depuis longtemps. ■

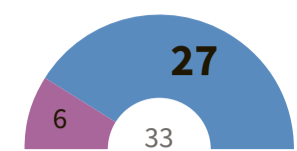
HÉLÈNE BEKMEZIAN

08 | ARDENNES



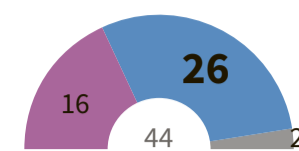
De plus en plus à droite
Le département des Ardennes penche de plus en plus à droite. Aux municipales de 2014, des bastions de gauche comme Charleville-Mézières, Vouziers, Revin ou Fumay ont basculé. La droite, qui détient une majorité de 22 sièges sur 37 au conseil général, devrait donc voir sa suprématie confortée à l'issue des départementales. L'un des seuls enjeux du scrutin concerne en réalité le Front national : parviendra-t-il à remporter quelques cantons dans cette terre ouvrière ? Sans être élu dans le conseil général sortant, le parti de Marine Le Pen pourrait espérer décrocher quatre à six sièges dans la prochaine assemblée. Le FN a obtenu 33,5 % des voix aux élections européennes de mai 2014, soit huit points de plus que sa moyenne nationale.

10 | AUBE



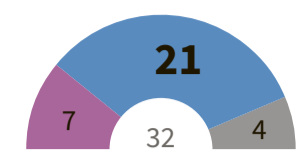
La droite sereine
La droite a une confortable majorité au conseil général : elle compte 27 sièges sur 33. Philippe Adnot, sénateur et président de l'assemblée départementale depuis 1990, attend les élections de mars avec sérénité. L'une des inconnues du scrutin est la participation. L'autre est le score du FN. Bien implanté dans l'Aube, le parti de Marine Le Pen y a réalisé un très bon score aux élections européennes de mai 2014 : 32 %, contre 25 % au niveau national. « Dans l'Aube, département traditionnellement gaulliste, le FN a fait une percée importante ces dernières années, relève Hervé Groud, professeur de droit à l'université de Reims-Champagne-Ardenne. Il est donc imaginable qu'il parvienne à remporter des sièges aux prochaines élections. Mais comme il n'y a presque plus de sièges PS, cela n'empêchera pas la droite de conserver une majorité stable. »

51 | MARNE



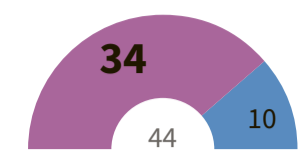
L'inconnue du score FN
Dans la Marne, la droite n'est pas inquiète. La défaite d'Adeline Hazan, maire PS de Reims, aux municipales de 2014, a sonné la gauche locale. Tirailée par de violentes rivalités, elle pourrait ne remporter que 4 à 6 cantons sur 23, soit 8 à 12 conseillers départementaux, contre 17 aujourd'hui. Fort de 28 sièges sur 44, le camp de René-Paul Savary, sénateur et président UMP du conseil général, espère accroître sa domination sur la Marne. Seule inconnue, le score du FN. Dans ce département qui fait confiance à la droite modérée depuis le début de la V^e République, le FN fait une percée notable. Aux cantonales de 2011, le parti avait maintenu onze candidats au second tour, sans parvenir toutefois à en faire élire aucun. Quatre points au-dessus de la moyenne nationale aux européennes de mai 2014 (29 % contre 25 %), le parti de Marine Le Pen pourrait se renforcer.

52 | HAUTE-MARNE



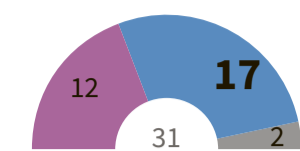
Forte progression du FN
En Haute-Marne, la droite est puissante et devrait le rester. La majorité conduite par le président du conseil général, le sénateur UMP Bruno Sido, est confortable : 23 sièges sur 32. En 2011, le parti de Marine Le Pen s'était qualifié au second tour dans trois anciens cantons de Saint-Dizier soumis à renouvellement. Depuis, les élections européennes de 2014 ont confirmé la progression du parti d'extrême droite dans le département : le FN y a réalisé 33 % des voix, contre 25 % au niveau national. « Avec le redécoupage, les cantons sont plus grands qu'avant, constate François Cornut-Gentille, député UMP de Haute-Marne, et cela change la nature des élections : quand le canton est petit, la personnalité du candidat compte beaucoup. Avec des cantons agrandis, le vote sera plus imprégné par la politique nationale, et cela peut être un avantage pour le FN. »

54 | MEURTHE-ET-MOSELLE



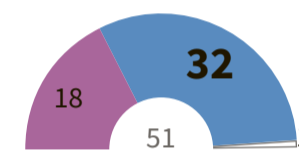
Eviter l'effritement à gauche
Dans ce département acquis à la gauche depuis dix-huit ans, il sera intéressant de voir la résilience de la majorité, qui compte 34 conseillers départementaux sortants dont 21 socialistes et 8 communistes. Mathieu Klein, président du conseil général depuis la mort accidentelle de Michel Dinet en mars 2014, tentera de minimiser l'effritement de sa majorité dans un contexte national morose. Soucieux de ne pas partir divisés, les socialistes ont réussi à trouver un accord avec Europe Ecologie-Les Verts. Sous la houlette de Michel Marchal, qui mènera les troupes de l'UMP, de l'UDI et du MoDem, l'opposition (dix élus sortants) a l'intention de mener une campagne axée sur la fiscalité et la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités. Mais elle devra composer avec un Front national en tête aux européennes et qui pourrait jouer le rôle d'arbitre dans quelques cantons.

55 | MEUSE



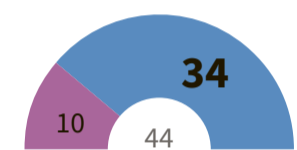
La droite sans surprise
La droite, qui bénéficie d'une majorité de 17 sièges sur 31 dans le conseil général sortant, devrait conforter sa domination. La surprise pourrait venir de l'élection à la présidence de l'assemblée départementale. Christian Namy, sénateur et président UDI du conseil général depuis 2004, âgé de 76 ans, n'est pas assuré de faire le plein des voix. L'homme fort du département, Gérard Longuet, ancien ministre de la défense et sénateur UMP de la Meuse, évoque « une petite usure du pouvoir » et estime que « tous les vice-présidents [de M. Namy] sont de possibles ou plausibles candidats à sa succession ». L'autre enjeu est le score du Front national. Le parti d'extrême droite a réalisé un score très élevé aux européennes de mai 2014 en rassemblant presque 34 % des voix, contre 25 % au niveau national. C'est lui qui pourrait donc créer la surprise.

57 | MOSELLE



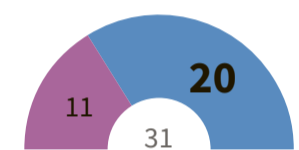
Le Front en force
Dans ce département frontalier avec l'Allemagne, le FN a réussi à emporter une mairie en 2014 (Fabien Engelmann, à Hayange). En très forte progression aux européennes (31,09 % pour la liste menée par Florian Philippot, loin devant l'UMP de Nadine Morano, 19,71 %), le FN pourrait l'emporter dans 8 des 27 cantons issus du nouveau découpage, notamment à Forbach ou dans la vallée sidérurgiste de la Fensch, à Hayange et à Florange. Cette forte présence du FN rend l'élection très incertaine. Unis, la droite et le centre, emmenés par le président du conseil général Patrick Weiten (UDI), disposent actuellement de la majorité mais les triangulaires pourraient complexifier la donne. Reste que le PS est en difficulté. Face au manque de candidats, des lettres ont dû être envoyées aux militants pour les inviter à se présenter.

67 | BAS-RHIN



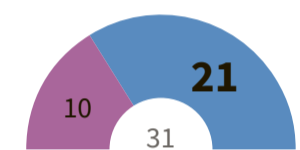
Pas de nouvelle donne
La majorité du conseil départemental ne basculera pas. La droite dispose de 34 sièges sur les 44 conseillers sortants, dont 24 pour la seule UMP. Le redécoupage, qui a abouti à 23 cantons, ne changera pas la donne sur ces terres traditionnellement de droite. Le président du conseil général, Guy-Dominique Kennel, devenu sénateur en septembre 2014, ne se représente pas. Les huit socialistes sortants sont élus dans l'agglomération de Strasbourg et il sera intéressant de voir à quel point le PS arrivera à se maintenir dans ces cantons urbains où certains candidats affronteront des écologistes. Dans le reste du département, les socialistes ont parfois eu du mal à trouver des candidats. Premier parti bas-rhinois aux élections européennes, le FN, qui n'a aucun élu sortant, pourrait se maintenir lors de plusieurs seconds tours, notamment dans les cantons ruraux et périurbains.

68 | HAUT-RHIN



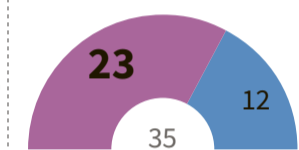
Le PS rayé de la carte ?
La campagne devrait tourner autour de la fiscalité et de la grogne contre la réforme territoriale dont espère profiter le parti régionaliste Unser Land. Président du conseil général depuis 2004, en difficulté à la suite de la fusion de son fief dans un nouveau canton, Charles Buttner n'a pas été investi par l'UMP. Le député Eric Straumann et Olivier Becht, jeune maire de Rixheim, devraient se disputer sa succession dans ce département acquis à la droite. Malgré le redécoupage (17 cantons), les équilibres ne devraient pas bouger. Le PS, qui ne dispose que de cinq conseillers sortants, est en grande déliquescence et l'enjeu est de ne pas se faire rayer de la carte électorale. Les socialistes ont donc trouvé des accords dans certains cantons avec les écologistes. Concurrencé par des candidats autonomistes de la formation Alsace d'abord, le FN espère pouvoir se maintenir dans le maximum de cantons.

88 | VOSGES



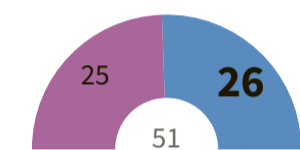
La fin du règne de M. Poncelet
A bientôt 87 ans, Christian Poncelet, ancien président du Sénat (1998-2008) et inoxydable président du conseil général depuis 1976, ne se représente pas. Le patron de la fédération UMP, le député François Vannson, sera candidat pour le remplacer dans son canton de Remiremont, avec de grandes chances de l'emporter. La droite locale, qui dispose d'une confortable majorité au sein de l'assemblée départementale (21 sortants contre 10 élus pour la gauche), devrait conserver sa suprématie. Surtout que le Parti socialiste a rencontré de grandes difficultés à trouver des candidats, contrairement au FN, qui aura des binômes dans les 17 cantons que compte désormais le département. Le parti d'extrême droite, en forte progression lors des élections européennes de mai 2014 (31,61 %), espère, a minima imposer des triangulaires au PS et à l'UMP.

16 | CHARENTE



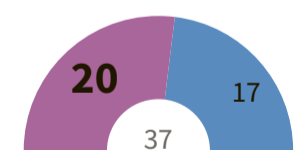
Un ticket PS-Verts
Dirigé par le sénateur socialiste Michel Boutant depuis 2004, le conseil général de la Charente est actuellement composé d'une majorité de 23 élus de gauche, contre 12 pour la droite. Dix-neuf cantons composent le département depuis le redécoupage, si bien que 38 conseillers seront élus fin mars. A gauche, M. Boutant a présenté, le 6 février, 36 candidats sur 38, dont 15 conseillers sortants. Pour sa part, il a joué la carte de l'ouverture et fera équipe avec une militante écologiste, Maryse Lavie-Cambot. De son côté, la droite, qui a présidé le département jusqu'en 2004, a présenté ses 17 binômes (deux cantons sont encore incomplets) et espère pouvoir faire basculer le conseil général au profit d'un scrutin qui s'annonce très serré.

17 | CHARENTE-MARITIME



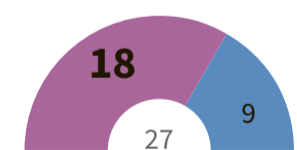
Pas d'union à gauche
Aux mains du centre droit depuis 1985 et dans celles du député UMP Dominique Busseureau depuis 2008, le département de la Charente-Maritime ne semble pas prêt à rebasculer à gauche. L'ancien ministre est candidat à sa succession dans ce territoire qui voit le nombre de ses cantons passer de 51 à 27. Au niveau départemental, aucun accord n'a été trouvé avec l'UDI et ces divisions pourraient profiter au Front national, qui a frôlé les 25 % des voix aux européennes de 2014 et s'était déjà qualifié pour le second tour dans deux cantons en 2011. De son côté, la gauche n'est guère plus unie : aucun accord n'a été conclu entre le PS et les radicaux de gauche, les écologistes ayant choisi l'autonomie. Les chances de victoire sont donc pratiquement nulles, de l'aveu même d'un élu de gauche, qui craint au contraire un renforcement de la droite.

19 | CORRÈZE



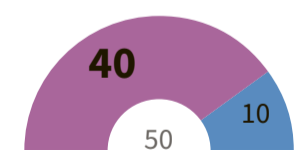
Le fief de Hollande
Conquis par François Hollande en 2008 avec une voix d'avance et conservée de peu en 2011, la Corrèze sera l'un des départements les plus scrutés. Le chef de l'Etat y mène campagne quasi ouvertement et s'y est déjà rendu deux fois depuis janvier. Ces derniers mois, peu d'observateurs paraient sur une victoire du PS. Mais le regain de popularité dont bénéficie l'exécutif rend plus incertaine l'issue du scrutin. Les municipales n'ont guère été engageantes pour la gauche. Hormis Tulle où Bernard Combes, conseiller de M. Hollande à l'Elysée, l'a emporté dès le premier tour, les communes importantes comme Brive, Ussel, Argentat, Pompadour ou Beaulieu ont basculé à droite. Dans cette terre marquée par des décennies de communisme rural, le FN perce. A Tulle, il a atteint 14,6 % aux européennes de 2014. Et dépassé les 20 % dans plusieurs bastions communistes historiques, dont Tarnac.

23 | CREUSE



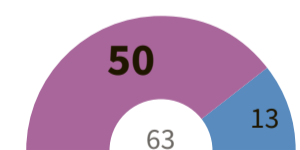
Une bascule peu probable
Des trois départements du Limousin, tous dirigés par la gauche, la Creuse est sans doute le moins menacé à l'occasion de ces départementales. Même si l'hypothèse d'un basculement, après quatorze ans de majorité de gauche, n'est pas exclue. A Guéret, la préfecture, le maire socialiste sortant PS Michel Vergnier a été réélu aux municipales en 2014. Mais, contrairement à 2008, il lui a fallu attendre le second tour. Aux européennes, le FN a réuni 22,79 % des suffrages, arrivant en tête dans 101 communes. La formation de Marine Le Pen, qui devrait présenter des candidats dans 10 cantons au moins, entend prospérer dans ce département symbole de la désertification, de la raréfaction des services publics et des territoires ruraux abandonnés. Au lieu de 27 élus, l'assemblée départementale compte désormais 30 conseillers départementaux, élus dans 15 cantons.

24 | DORDOGNE



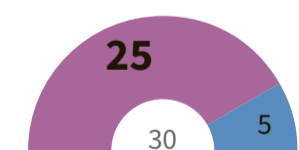
Acquis à la gauche
En Dordogne, le président sortant du conseil général, le sénateur PS Bernard Cazeau, en poste depuis 1994, ne se représente pas : le député et vice-président du conseil général, Germinal Peiro, a été désigné pour conduire le camp socialiste à la victoire. Celle-ci semble acquise à la gauche, qui détient déjà les six mandats parlementaires du département et préside le conseil général depuis 1945 (sauf de 1992 à 1994). Si le nombre de cantons de ce territoire le plus vaste d'Aquitaine passe de 50 à 25 en raison du redécoupage, le nombre de conseillers reste lui à 50 (la gauche en détient actuellement 40). A droite, UMP, UDI, MoDem et candidats divers droite s'engagent unis dans la bataille, sous la bannière Union des démocrates de Dordogne.

33 | GIRONDE



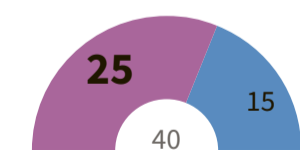
Passage de témoin au PS
Si la ville de Bordeaux reste obstinément à droite depuis la seconde guerre mondiale, le conseil général de la Gironde, lui, est aux mains du socialiste Philippe Madrelle depuis 1976, mis à part une parenthèse de trois ans à droite (1985-1988). Député de 1968 à 1980 et sénateur depuis - il a été réélu en septembre 2014 -, cet ancien président du conseil régional d'Aquitaine âgé de 77 ans ne se représente pas. Interrogé début janvier sur son successeur, il a simplement relevé que « deux porte-parole ont été désignés, Jean-Luc Gleyze et Christine Bost », tous deux conseillers sortants. L'un ou l'autre pourrait prendre la tête du conseil en cas de victoire, laquelle semble envisageable pour la gauche qui détient actuellement 50 des 63 sièges (66 après les élections). A droite, Yves d'Amécourt, conseiller général depuis 2004, mènera la liste unie Gironde positive (UMP, MoDem, UDI et CPNT).

40 | LANDES



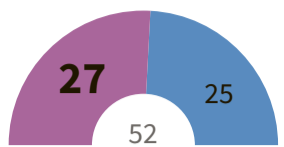
Emmanueli, l'inamovible
Le socialiste Henri Emmanueli, qui préside le conseil général des Landes quasiment sans interruption depuis 1982, est de nouveau candidat à sa propre succession, à bientôt 70 ans. Si les cinq parlementaires du département sont tous socialistes, le scrutin s'annonce toutefois serré dans ce territoire où la gauche est en perte de vitesse. Après avoir perdu plusieurs villes, petites et moyennes, lors des élections municipales de mars 2014, celle-ci n'est arrivée que troisième aux élections européennes de mai 2014, derrière l'UMP et le Front national. M. Emmanueli, que le Front de gauche et EELV n'accompagneront pas dans la totalité des 15 cantons (contre 30 auparavant), a donc de bonnes raisons de se méfier de Geneviève Darrieussecq, maire MoDem de Mont-de-Marsan et chef de file de la droite et du centre rassemblés.

47 | LOT-ET-GARONNE



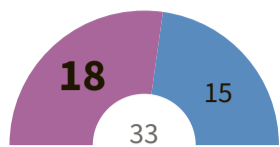
La droite en reconquête
Dans ce département qui compte 40 élus (ils seront 42 avec le nouveau redécoupage), la gauche est majoritaire avec 25 sièges, dont 20 au seul PS. Elle risque de ne pas le rester. Dans ce territoire présidé par l'UDF de 1978 à 2004, la droite espère poursuivre une reconquête amorcée lors des élections municipales de 2014 avec notamment la victoire de l'UMP Daniel Benquet à Marmande, ville qui était dirigée par le PS depuis 1983. D'autant que la gauche partira en ordre dispersé dans plusieurs cantons. De son côté, le FN, historiquement bien implanté, pourrait connaître une forte poussée. Le parti de Marine Le Pen, qui s'est qualifié au second tour lors de l'élection législative partielle organisée à Villeneuve-sur-Lot en juin 2013 après la démission du socialiste Jérôme Cahuzac, assure être en mesure de présenter des candidats dans les 21 cantons.

64 | PYRÉNÉES-ATLANTIQUES



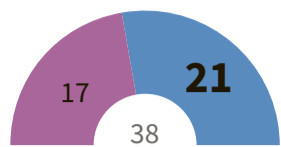
Le MoDem devrait peser
Après trente-cinq ans de présidence de centre droit, le département des Pyrénées-Atlantiques a été conquis par la gauche en 2011 et est présidé depuis par le socialiste Georges Labazée, conseiller général depuis 1976 et également sénateur. Mais ce dernier a choisi de ne pas se représenter (son successeur n'est pas connu), et le territoire pourrait bien rebasculer. Avec 17 élus sur 52 (ils seront 54 après les élections), le MoDem pèse lourd dans ce département dirigé par François Bayrou de 1992 à 2001, et ce d'autant plus depuis que ce dernier s'est installé à l'hôtel de ville de Pau, en mars 2014. Elus sous l'étiquette « Forces 64 », les candidats centristes feront campagne unie avec l'UMP dans 22 des 27 cantons, sous la houlette de Jean-Jacques Lasserre, sénateur UDI. Quant au Front national, il faudra compter sur sa présence dans au moins 18 des 27 cantons.

79 | DEUX-SÈVRES



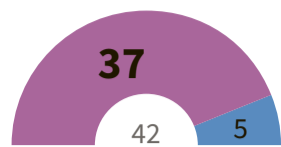
Union ou rassemblement ?
Le président socialiste du conseil général, Eric Gautier, en poste depuis 2008, n'a pas souhaité se représenter, refusant d'être « le fossoyeur du département ». Sans chef de file désigné pour le moment, écologistes et socialistes partiront tout de même ensemble avec le « Rassemblement pour les Deux-Sèvres » dans les 17 nouveaux cantons, malgré quelques dissidences locales. En se présentant unie sous la bannière « Union Deux-Sèvres », l'opposition de centre droit, qui dispose de 15 sièges sur 33 dans l'actuelle assemblée, espère reconquérir ce territoire qu'elle dirigeait jusqu'en 2008. Après la chute de Niort, bastion socialiste depuis soixante ans, au profit de l'UDI lors des municipales, tout espoir est permis. Le FN, lui, présentera des candidats dans au moins cinq cantons de ce département, le seul de la région qui ne l'ait pas placé en tête aux européennes.

86 | VIENNE



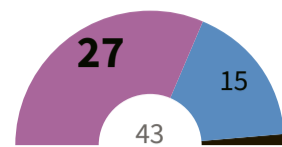
Pas d'accord à gauche
Historiquement de droite et notamment marqué par la présidence de René Monory de 1977 à 2004, la Vienne est dirigée par une courte majorité de centre-droit, avec l'UMP Claude Bertaud à sa tête depuis 2008. Si ce dernier a décidé de se retirer de la vie publique après plus de trente ans de carrière, cela ne devrait pas pour autant autoriser une bascule à gauche de ce territoire qui avait placé le FN en tête pour les européennes en 2014. En cas de maintien à droite, les conseillers sortants Bruno Belin ou Guillaume de Russé pourraient prendre la succession de M. Bertaud. À gauche, aucun accord départemental n'a été trouvé entre les différentes composantes et si les écologistes partent avec le PS dans 4 cantons du nord, ils s'uniront avec le Front de gauche dans les 15 autres nouveaux cantons.

87 | HAUTE-VIENNE



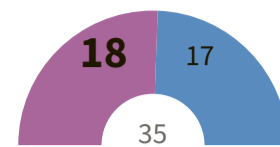
Le PS veut limiter la casse
La séculaire domination socialiste en Haute-Vienne a été sérieusement ébréchée aux municipales : pour la première fois depuis un siècle, Limoges, réputée imprenable, a été ravie par l'UMP Emile-Roger Lombertie face au PS Alain Rodet. Un séisme qui pourrait en annoncer un autre. « Il y a un risque de basculement, note un cadre PS local. La clé, ce sont les cantons urbains de Limoges. » L'un d'eux, celui du quartier populaire de la Bastide, peut basculer à l'extrême droite - aux municipales, le FN a obtenu près de 17 % des voix à Limoges. Autre écueil : la gauche de la gauche, sous le label « L'Alternative », qui rassemble PCF, EELV, Parti de gauche et Nouvelle Donne, présente des candidats dans chacun des 21 cantons (contre 42 avant le redécoupage). Pas sûr que la carte du renouvellement, que joue Jean-Claude Leblois avec seulement 16 PS sortants, suffise à limiter la casse.

01 | AIN



Une large coalition à droite
La gauche va avoir de la peine à conserver le conseil départemental de l'Ain, qu'elle avait emporté en 2008, un peu à la surprise générale, après trente-deux années de règne de la droite. La gestion du président sortant, Rachel Mazuir (PS), a, certes, été saluée par les milieux économiques, mais les vents électoraux semblent souffler en faveur de la coalition formée par l'UMP, les centristes et des élus divers droite. Si elle gagne, le député Damien Abad, qui se pose en leader, a annoncé, notamment, la mise en place d'une « brigade anti fraude au RSA », le renforcement des mesures de sécurité aux abords des collèges et s'est dit favorable à « la suppression des allocations familiales pour les parents encourageant leurs enfants sur la voie de l'islamisme radical ». Le FN devrait réaliser de bons scores dans certains secteurs ruraux et dans les cantons situés aux portes de Lyon.

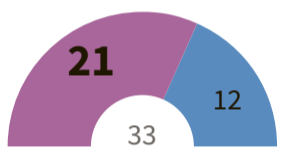
03 | ALLIER



Stratégies opposées au PCF
Dans l'Allier, la principale question qui se pose est de savoir si le PCF conservera le conseil départemental, l'un de ses derniers bastions avec le Val-de-Marne. Le président sortant, Jean-Paul Dufrégné, aimerait s'entendre avec le PS, les écologistes et les radicaux de gauche pour présenter des candidats qui, en cas de victoire, auraient vocation à gouverner la collectivité. Mais cette stratégie de large rassemblement se heurte à l'opposition du secrétaire départemental du PCF, Yannick Monnet, partisan d'une « gauche de combat ». Il faut donc s'attendre à un affrontement entre ces deux blocs dans plusieurs cantons, ce qui risque, au final, de desservir la gauche. Gérard Dériot, sénateur (rattaché au groupe UMP), espère que son camp va rester sur la dynamique des municipales de 2014 pour reconquérir une assemblée qu'il avait dirigée de 1992 à 1998 et de 2001 à 2008.

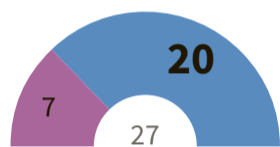
AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

07 | ARDÈCHE



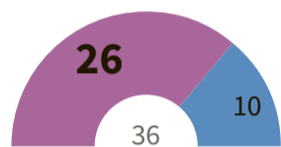
« Raisonnablement optimiste »
Le PS estime être en mesure de conserver ce département, mais le scrutin pourrait être très serré. « Je suis raisonnablement optimiste », a assuré Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, en visite le 16 janvier. Mais la gauche a perdu plusieurs maires en mars 2014, notamment celle de Privas où l'actuel président du conseil général, Hervé Saulignac, pourrait avoir du mal à être réélu conseiller départemental. Toute la question est de savoir si le PS arrivera à s'éparpiller des candidatures d'EELV et du Front de gauche, qui pourraient lui barrer la route du second tour dans plusieurs des 17 nouveaux cantons. D'autant que le FN pourrait être en mesure de se maintenir dans plusieurs cantons et prétend même pouvoir en remporter, notamment dans la vallée du Rhône. L'UMP et l'UDI se présentent unies, avec la ferme intention de s'emparer du département.

15 | CANTAL



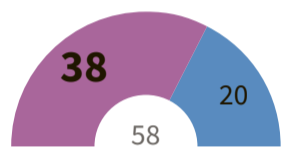
Mixité à surprises
La droite devrait conserver le Cantal mais avec une majorité peut-être moins confortable, car le redécoupage risque de pénaliser l'UMP. Le président sortant, Vincent Descœur (UMP), sera vraisemblablement candidat à sa succession. Il pourrait être concurrencé par Bernard Delcros, actuel vice-président de l'assemblée, officiellement sans étiquette mais qui a voté toutes les décisions de la majorité départementale. L'obligation de mixité engendre des situations surprenantes. Ainsi, le PCF, Europe Ecologie-Les Verts et le Parti de gauche présentent des candidatures d'union dans 11 des 15 cantons. Mais dans celui de Mauriac, il pourrait y avoir une paire PS-EELV. Dans le canton d'Ydes, le candidat sortant, qui est membre du Parti radical de gauche mais ne se présente pas sous cette étiquette, formera un tandem avec une femme penchant au centre droit.

26 | DRÔME



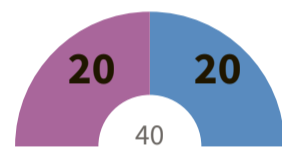
Une gauche en ordre dispersé
La situation est périlleuse pour la gauche qui préside la Drôme depuis onze ans, mais qui a perdu la quasi-totalité des grosses villes du département lors des municipales. L'actuel président (UMP) du conseil général, Didier Guillaume, a annoncé qu'il ne se représenterait pas. Officiellement, il a souhaité s'appliquer par anticipation la loi sur le cumul des mandats, mais l'opposition l'accuse de craindre la défaite. Alors que la gauche unie détenait deux tiers des 36 sièges dans l'assemblée sortante, elle va en plus se présenter divisée, EELV et le Front de gauche faisant, dans la plupart des cantons, candidature à part. L'UMP, alliée au MoDem et à l'UDI, est persuadée de pouvoir l'emporter. L'ancien maire de Valence et député Patrick Labaune (UMP) fait partie des candidats potentiels à la présidence du conseil général. En embuscade, le FN estime pouvoir remporter 2 ou 3 cantons.

38 | ISÈRE



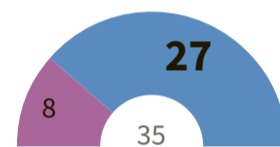
Le précédent de Grenoble
Le PS n'est pas du tout assuré de garder le conseil départemental tant la désunion règne à gauche. Les écologistes et le Parti de gauche, qui partent au combat sans les communistes, aimeraient rééditer le coup électoral qu'ils avaient réussi en 2014 en remportant la mairie de Grenoble, détenue par les socialistes. PS et PCF pourraient faire cause commune dans quelques cantons. Bien qu'il ait cédé sa place de président à Alain Cottalorda, en 2014, après son entrée dans le gouvernement Valls, André Vallini, qui est toujours conseiller général, a pesé dans le processus de constitution des binômes. La droite et le centre, de leur côté, sont unis ; le député (UMP) Jean-Pierre Barbier s'est déclaré prêt à prendre la présidence si son camp l'emporte. Quant au FN, il pourrait engranger de bons scores dans le Nord-Isère, notamment dans le canton de Charvieu-Chavagneux.

42 | LOIRE



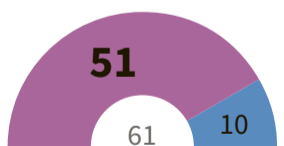
L'enjeu des vallées
La droite devrait conserver le conseil départemental de la Loire, dont le président, Bernard Bonne, est soutenu par l'UMP, les centristes et les indépendants. La majorité sortante a beaucoup critiqué le redécoupage des cantons, jugé très favorable aux personnalités de gauche, mais les recours engagés au Conseil d'Etat n'ont débouché sur aucune annulation. L'un des enjeux du scrutin sera le score du FN qui a réalisé de très bons résultats lors des municipales de 2014, en particulier dans la vallée de l'Ondaine, celle du Gier (au-delà de 30 % dans certains cas) et, dans une moindre mesure, dans l'agglomération de Roanne. Toutefois, il paraît peu probable que le parti d'extrême droite soit en mesure d'emporter 1 siège.

43 | HAUTE-LOIRE



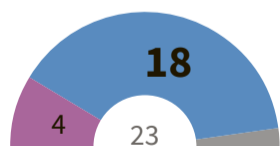
Renouveau dans la continuité
Le conseil général de la Haute-Loire devrait rester à droite tout en connaissant un profond renouvellement, à la faveur du redécoupage des cantons et du changement de mode de scrutin (binômes paritaires), qui vont féminiser et rajeunir la composition de l'assemblée. Jean-Pierre Marcon (UDI), qui a remplacé en juin 2014 Gérard Roche au poste de président, a laissé entendre qu'il aimerait conserver ses responsabilités. Il devrait donc être, sauf coup de théâtre, le candidat de l'actuelle majorité, qui réunit personnalités centristes, UMP et divers droite. Les forces de gauche partent, quant à elles, en campagne en ordre dispersé. Du côté du FN, les candidats devraient réaliser de très bons scores dans au moins 3 cantons, tous situés dans le nord-est du département : ceux de Monistrol-sur-Loire, Aurec-sur-Loire et Deux Rivières et Vallées.

63 | PUY-DE-DÔME



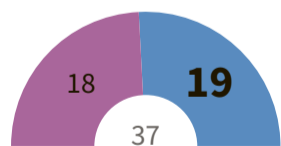
La gauche face au redécoupage
Le Puy-de-Dôme, présidé depuis 2004 par Jean-Yves Gouttebel, un ancien socialiste qui a rallié le PRG, était jusqu'ici largement acquis à la gauche - 51 élus contre 10 à droite dans l'assemblée sortante. Mais les cartes pourraient être largement rebattues en raison du nouveau découpage qui divise par deux le nombre de cantons et réduit considérablement le poids de la notoriété personnelle des candidats dans les zones rurales. Le PS, le PRG et les divers gauche ont surmonté leurs divisions et trouvé un accord pour présenter des candidats communs. De leur côté, l'UMP, l'UDI et le MoDem ont conclu un accord « historique » dans le département et se prennent à rêver d'une « éventuelle alternance ». Quant au FN, il annonce pouvoir être en lice dans la quasi-totalité des cantons. Plusieurs de ses candidats devraient accéder au second tour.

69 | RHÔNE



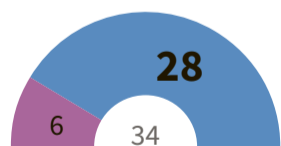
Un scrutin sans les Lyonnais
Dans le Rhône, le scrutin aura une saveur inédite puisque seuls seront convoqués aux urnes les électeurs domiciliés en dehors de la métropole de Lyon. Cette collectivité exerce désormais sur son aire géographique les prérogatives du conseil départemental. La principale question posée par l'élection est de savoir si l'UMP, emmenée par le député Christophe Guilloteau, subtilisera la présidence aux centristes. Ce poste est occupé par Danielle Chuzeville, une proche de Michel Mercier qui lui avait cédé sa place en janvier 2013 tout en continuant à jouer un rôle déterminant dans la vie de la collectivité. Ni l'une ni l'autre ne se représentent. Leur bilan est plombé par la dérive des coûts du Musée des Confluences et le poids des emprunts toxiques. Le FN, qui réalise de bons scores dans le Beaujolais, a néanmoins peu de chance d'emporter un siège.

73 | SAVOIE



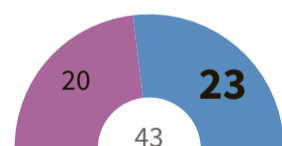
Maintien de la droite en vue
La droite, menée par l'ancien ministre UMP Hervé Gaymard, part favorite pour conserver le département. M. Gaymard ne devrait pas revivre le douloureux épisode de 2011, où il n'avait pu rester président du conseil général qu'au bénéfice de l'âge, après trois tours de scrutin où gauche et droite s'étaient retrouvées à stricte égalité. Parti en campagne très tôt, M. Gaymard a réussi à s'unir à l'UDI. De son côté, la gauche, menée par le socialiste Thierry Repentin, ancien ministre délégué aux affaires européennes et sénateur déchu en septembre, n'était, début février, parvenue à boucler ses listes et ne devrait pas réussir à présenter des candidats dans les 19 nouveaux cantons. Le FN ne devrait pas y arriver non plus, mais il pourrait se maintenir au second tour dans plusieurs endroits.

74 | HAUTE-SAVOIE



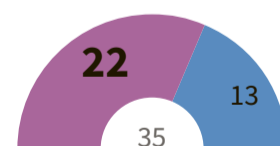
Règlements de comptes
Ce fief de la droite devrait rester, même si la majorité départementale est très divisée sur fond de règlement de comptes devant les tribunaux. Un conseiller général MoDem-UDI, accusé d'avoir volé l'agenda d'une chargée de mission du conseil général, a porté plainte pour utilisation abusive des moyens de l'institution par son président, Christian Monteil (div. d.). L'UMP ne part alliée à l'UDI que dans 9 des 14 cantons, et les listes ont eu le plus grand mal à être bouclées. Le député UMP Lionel Tardy se présente ainsi dans le canton de Faverges-Thônes, contre l'ancien sénateur UDI Jean-Paul Amoudry, qui bénéficie du soutien d'un autre député UMP, Bernard Accoyer. Mais comme le PS, qui ne disposait que de trois élus dans l'assemblée sortante, est aussi l'objet de graves dissensions internes, la victoire de la droite ne fait aucun doute.

21 | CÔTE-D'OR



La gauche sans leader
Avantage à la droite dans ce département qu'elle dirige déjà. Le président sortant, François Sauvadet (UDI), est en lice pour un nouveau mandat. Le conseil général actuel compte 43 membres : 23 sièges à droite et 20 à gauche. Avec le nouveau découpage, la Côte-d'Or comprend désormais 23 cantons, ce qui va faire passer le nombre de conseillers généraux à 46. L'union à droite a été reconduite sans difficulté, bien que la réduction des cantons et la parité obligatoire aient forcé des sortants à ne pas se représenter. Seuls deux cantons (Saint-Apollinaire et Talant) donneront lieu à des primaires sauvages. Avec François Rebsamen au gouvernement et François Patriat à la région, la gauche peine à se trouver un chef de file départemental. Dans quelques poches où il recueille un vote important, comme à Saint-Jean-de-Losne, le FN devrait se maintenir au second tour.

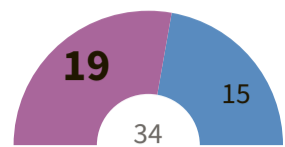
25 | DOUBS



La gauche reprend espoir
La législative partielle remportée le 8 février par le socialiste Frédéric Barbier a redonné espoir à la gauche, qui détient 22 sièges sur 35 dans le conseil général actuel et estime possible de conserver ce département, même si le président sortant, Claude Jannerot (PS), reconnaît que ce scrutin sera « difficile ». « Le contexte global n'est pas spontanément favorable », admet-il. Sociologiquement, le département penche à droite, mais l'équipe sortante, profondément renouvelée, veut croire qu'elle bénéficiera d'un élargissement de l'assise des candidatures : malgré l'absence d'accords à gauche, la moitié des candidats n'appartient pas au PS. La droite continue, elle, d'être travaillée par ses divisions, ce dont profite le FN. Ainsi le scénario de la législative partielle risque-t-il de se reproduire sur les 4 cantons du pays de Montbéliard ainsi qu'à Bavans et Baume-les-Dames.

BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

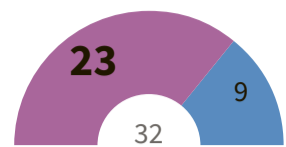
39 | JURA



Un sortant « optimiste »

Bien que, depuis les élections municipales de mars 2014, les trois principales villes du département soient détenues par la droite, qui a conquis Dole et Saint-Claude, le président sortant, Christophe Perny (PS), reste « plutôt optimiste ». « Il y a quatre ans, vu de Paris, personne ne nous donnait gagnant », rappelle-t-il. Il ne dispose cependant que d'une courte majorité de 19 conseillers dans le conseil actuel. Il compte, pour sauver sa majorité, sur des élus et des candidats bien implantés et représentatifs de la société jurassienne ainsi que sur les divisions de la droite, qui se présente en ordre éclaté, les deux anciens présidents du département ne se représentant pas. Le FN, qui veut être présent dans tous les cantons, a du mal à trouver des candidats. Il peut être en mesure de se maintenir au second tour dans un ou deux cantons.

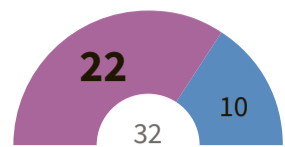
58 | NIÈVRE



Une marge confortable

La Nièvre devrait rester terre de gauche. Le président sortant, Patrice Joly (PS), se représente et brigue sa propre succession. Dans le conseil général actuel, la gauche détient 23 sièges alors que la droite n'en a que 9. Le nouveau découpage ramène le nombre de cantons à 17. La majorité sortante fait campagne sur le thème de la « nouvelle ruralité », une démarche visant à dire que « l'avenir de la France ne passe pas par les métropoles ». Il n'y a pas d'accord entre le PS et EELV, mais les écologistes ne présentent des candidats que dans trois ou quatre cantons. Dans ce département où Marine Le Pen a recueilli 19,58 % des voix au premier tour de la présidentielle de 2012, le FN pourrait parvenir à se hisser au second tour dans deux ou trois cantons.

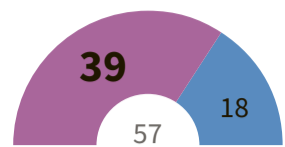
70 | HAUTE-SAÔNE



Un président « outsider »

Le président sortant, Yves Krattinger (PS), qui espère se succéder à lui-même, dit partir à cette élection « dans un esprit d'outsider », même si la gauche dispose d'une majorité de 22 sièges contre 10 à la droite dans le conseil actuel. Si quelques candidatures écologistes et Front de gauche sont prévues, la majorité départementale n'est pas en proie à de fortes tensions. La principale inconnue repose sur le vote FN. Là où il sera présent, ce qui ne devrait pas être le cas dans tous les cantons, il peut recueillir des scores élevés, notamment dans l'est du département. Il pourrait être en mesure d'être au second tour dans environ un tiers des 17 cantons et peut-être avoir au moins un élu.

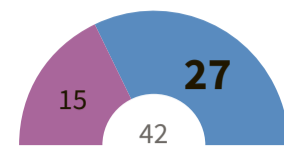
71 | SAÔNE-ET-LOIRE



Un coup à jouer à droite

La gauche a bon espoir de conserver la majorité dans ce département où elle détient 39 sièges sur 57 malgré les revers subis lors des élections municipales de 2014, notamment à Chalon-sur-Saône et à Montceau-les-Mines. La droite, conduite par André Accary (UMP), estime qu'elle a un coup à jouer. Le président sortant, Rémi Chaintron (PS), se représente dans le canton de Louhans-Montret, qui englobe l'actuel canton d'Arnaud Montebourg. Il compte s'appuyer sur le bilan d'une majorité départementale qui a stoppé l'augmentation de la fiscalité depuis 2005 et désendetté le département tout en prenant des initiatives, au-delà de ses compétences, pour le rendre plus attractif et plus innovant. Bien qu'il n'y ait pas d'accords formels, il a été convenu qu'il n'y ait pas de candidatures dispersées dans les cantons où la gauche pouvait être fragilisée.

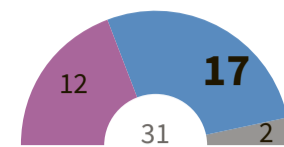
89 | YONNE



Tensions à droite

A priori, la majorité départementale devrait rester à droite. Mais il n'est pas assuré que l'actuel détenteur de la présidence, André Villiers (UDI), soit reconduit dans ses fonctions, tant les tensions entre l'UMP – ou du moins une partie de l'UMP – et l'UDI sont vives. Il est clair qu'une partie de l'UMP, conduite par le sénateur Henri de Raincourt, nourrit l'ambition de récupérer la présidence du département et, pour cela, est prête à présenter des candidatures destinées à fragiliser les positions de l'UDI. Cela pourrait entraîner des mesures de représailles en retour et, éventuellement, favoriser la présence du FN au second tour dans des cantons, comme celui de Joigny, où la droite sera divisée. La gauche ne devrait pas augmenter sa part de marché mais ne devrait pas perdre, non plus, beaucoup de ses positions.

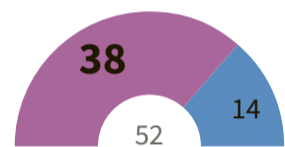
90 | TERRITOIRE DE BELFORT



Bon climat à gauche

Yves Ackermann, président (PS) du Territoire de Belfort, nourrit bon espoir de parvenir à un large accord à gauche : avec le Mouvement républicain et citoyen, dont le président d'honneur, Jean-Pierre Chevènement, a donné son feu vert ; avec le Parti radical de gauche, même s'il y a « un peu de friture sur la ligne » ; avec EELV et même, peut-être, avec le PCF. La possibilité d'un tel accord est révélatrice d'un changement de climat au sein d'une gauche habituée aux guerres picrocholines. Pour elle, le scrutin se présente malgré tout sous un jour difficile, alors que l'UMP reste sur la dynamique de sa victoire aux municipales à Belfort. Sur les neuf cantons du nouveau découpage, tout se jouera donc à sa grand-chose, le FN étant en mesure d'être au second tour dans les cantons de Belfort-Nord, Châtenois-les-Forges, Giromagny et Grandvillars.

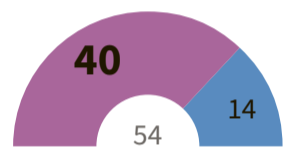
22 | CÔTES-D'ARMOR



Renouvellement en vue au PS

Le PS préside l'assemblée départementale depuis 1976. Jusqu'à présent, il y a toujours obtenu une confortable majorité. Président du conseil général depuis 1997, Claudy Lebreton ne se représente pas. Il quitte la scène en même temps que son prédécesseur, Charles Josselin, et d'autres élus moins connus mais qui étaient anciennement implantés. Ce scrutin est donc d'ores et déjà marqué, du côté des socialistes, par un fort renouvellement générationnel. Le nouveau chef de file de la gauche, Vincent Le Meaux, premier secrétaire fédéral du PS, est parvenu à conclure un accord départemental avec le PCF (mais pas avec le Front de gauche), ainsi que des accords locaux avec l'Union démocratique bretonne. Selon toute vraisemblance, la droite devrait obtenir un rééquilibrage du rapport de force.

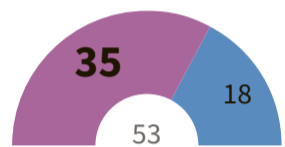
29 | FINISTÈRE



PS : une succession difficile

Le département avait basculé à gauche en 1998. Constatant réélu depuis, le président du conseil général et ancien maire de Brest, Pierre Maille (PS), ne se représente pas. Les militants socialistes ont désigné Nathalie Sarrazebolles, conseillère générale sortante de Guipavas, une banlieue de Brest, comme chef de file. Elle est susceptible de succéder à M. Maille en cas de victoire des candidats « Finistère et solidaires », issus de la majorité départementale. Celle-ci détient 40 des 54 sièges de l'assemblée sortante. La droite, qui a regagné notamment Quimper aux municipales de 2014, devrait toutefois – à minima – réduire cet écart. Peu implanté dans ce département, le FN ne peut que progresser, pour être cette fois en mesure de figurer au second tour dans plusieurs cantons.

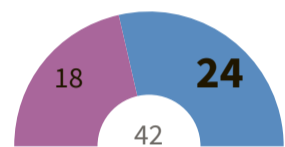
35 | ILLE-ET-VILAINE



Un dauphin désigné

Le socialiste Jean-Louis Touraine préside le conseil général depuis les cantonales de 2004, qui ont vu le département basculer à gauche. Elu sénateur en septembre 2014, M. Touraine, 70 ans, a décidé de conserver temporairement son mandat à la tête de l'assemblée départementale. Mais il ne se représente pas. Jean-Luc Chenut, conseiller général sortant et maire du Rheu, a été investi par les militants socialistes pour être chef de file de la gauche (PS-Parti radical de gauche), qui détient 35 des 53 sièges dans l'assemblée sortante (54 dans la prochaine). Ce passage de relais, conjugué au changement de mode de scrutin, peut donner à la droite l'espoir de reconquérir quelques sièges. Elle avait regagné plusieurs communes lors des municipales de 2014, mais aucune ville majeure.

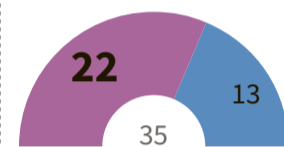
56 | MORBIHAN



Poussée des candidats FN

C'est le seul département breton resté ancré à droite quand les autres basculaient (les Côtes-du-Nord, devenues Côtes-d'Armor, en 1976, le Finistère en 1998 puis l'Ille-et-Vilaine en 2004). Président du conseil général depuis 2011, l'ancien ministre délégué à la recherche du gouvernement Villepin (2005-2007) et ancien maire de Vannes, François Goulard (UMP), est candidat à sa succession. La droite, qui a regagné plusieurs villes aux élections municipales de 2014, comme Auray, Pontivy et Ploërmel, pourrait conforter sa majorité (24 des 42 sièges de l'assemblée départementale sortante). Mieux implanté dans le Morbihan que dans les autres départements bretons, le FN y est arrivé en tête aux européennes (20,27 %) de mai 2014. Il présente pour la première fois des candidats dans tous les cantons du département.

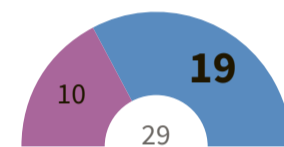
18 | CHER



Les aléas du redécoupage

Avec 22 sièges (14 PS et 8 PCF-Front de gauche), la gauche et son président du conseil général, le socialiste Jean-Pierre Saulnier, semblent bénéficier d'une nette avance sur la droite. Mais la refonte de la carte électorale, qui se traduit par la disparition de près de la moitié des cantons – il n'en reste que 19 sur 35 – et une hausse du nombre d'élus dans la future assemblée départementale (38 contre 35 auparavant), rend les pronostics incertains. Une percée du FN dans les cantons les plus ruraux est envisagée. La ville de Bourges a perdu un canton et été redécoupée en quatre territoires. A l'exception du canton le plus huppé du centre-ville, où se présentent la candidate de l'UMP, Véronique Fenoll, et l'ancien conseiller général UMP, Jacques Fleury, les élus de gauche devraient l'emporter.

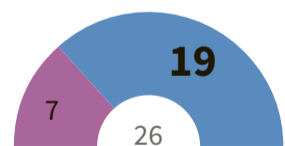
28 | Eure-et-Loir



Rapport de force à droite

En l'absence de suspense sur une victoire de la droite, l'enjeu du scrutin porte sur le rapport de force entre les proches du maire UMP de Chartres, Jean-Pierre Gorges, et ceux de l'actuel président du conseil général, l'UMP Albéric de Montgolfier. Jusqu'à présent, dans une tradition très radicale, quelques élus centristes non étiquetés assuraient à la droite une majorité lors du vote du budget. Le feront-ils si les proches du maire de Chartres l'emportent ? Avec 3 sièges seulement occupés par des femmes, plusieurs élus de la majorité, dont trois vice-présidents, Marc Guerrini, Jean-Pierre Jallot, et Xavier Nicolas, ont dû laisser leur place. Dominique Dousset, élu divers gauche du canton de Brou, ne se représente pas. Le FN vise le second tour dans les trois quarts des cantons, et espère en décrocher deux.

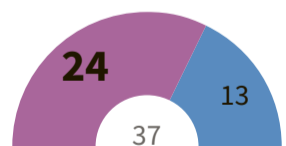
36 | INDRE



La gauche part divisée

L'Indre a perdu la moitié de ses cantons après le redécoupage : de 26 cantons, il n'en reste que 13. Lors de la présentation de sa liste, le 2 février, le sénateur UMP Louis Pinton, président du conseil général depuis 1998, a annoncé qu'il poursuivrait sur la même voie : pas de hausse d'impôts, des finances saines. Le conseiller général socialiste sortant Jean Petitprêtre, qui se représente sur le canton d'Ardenes, rappelle toutefois qu'une bonne gestion financière n'est pas forcément synonyme de politique innovante. Pour ce scrutin, la gauche part divisée. Europe Ecologie-Les Verts et le Front de gauche se désolidarisent des socialistes et ont choisi, pour désigner leurs binômes, de faire appel à des assemblées citoyennes. L'extrême droite présente des candidats dans chaque canton.

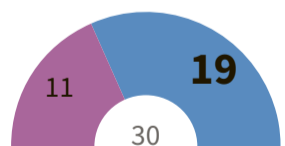
37 | INDRE-ET-LOIRE



Le théâtre des inimitiés

Passée à 19 cantons, l'Indre-et-Loire pourrait basculer à droite. Revigorée par la victoire de l'UMP Serge Babary aux municipales de mars 2014 à Tours, l'opposition, qui avait perdu le département en 2008, se présente unie face à une gauche très divisée. La majorité PS-FG-EELV détient 24 des 37 sièges actuels, mais les communistes et les écologistes vont présenter des binômes à part. Le département, qui a vu trois présidents socialistes se succéder en quatre ans, fut aussi le théâtre des inimitiés entre le ministre de la santé, Marisol Touraine, et le député frondeur Laurent Baumel. Le socialiste Frédéric Thomas pourrait laisser sa place de président au centriste Jean-Yves Couteau, adjoint au maire de Saint-Cyr-sur-Loire, ou à l'UMP Gérard Paumier, maire de Saint-Avertin. Ce dernier doit toutefois gagner le nouveau canton de la ville communiste de Saint-Pierre-des-Corps.

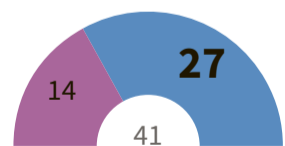
41 | LOIR-ET-CHER



Le FN en embuscade

L'UDI Maurice Leroy, ancien ministre de la ville du gouvernement Fillon (2010-2012), brigue un nouveau mandat à la tête d'un département qu'il dirige depuis onze ans. Sa majorité, l'« Union pour le Loir-et-Cher », devrait l'emporter face à un PS qui n'a pas été capable de se présenter sur chaque canton. M. Leroy affrontera le FN Jean-Yves Narquin, frère de Roselyne Bachelot et maire de Villedieu-le-Château. Son premier vice-président, Patrice Martin-Lalande, député UMP, a choisi de se retirer pour raisons de santé. Contrairement au PS, le FN sera présent sur l'ensemble du territoire. Son candidat, Michel Chassier, qui s'était qualifié au second tour des municipales avec 19 % des voix, se voit déjà en tête du premier tour sur le canton de Blois 1. Le PS a annoncé qu'il soutiendrait les candidats républicains qui devront affronter l'extrême droite au second tour.

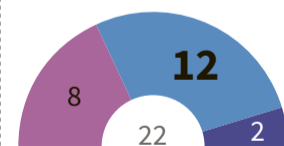
45 | LOIRET



Des élus renouvelés

Dans ce département dominé par l'UMP, le principal changement à attendre du scrutin sera le profond renouvellement des élus, à commencer par le départ du sénateur UMP Eric Dolidé. Président du conseil général du Loiret depuis vingt ans, il ne se représente pas et devrait laisser la place au maire UMP d'Olivet, Hugues Saury. Comme lui, un grand nombre de ténors de l'assemblée, tant à droite qu'à gauche, ont décidé de passer la main. L'équilibre des forces politiques, malgré le nouveau découpage en 21 cantons, ne sera cependant pas bouleversé. La droite, qui détient 27 sièges sur 41, pourrait renforcer sa domination. De son côté, la gauche risque d'avoir du mal à garder ses sièges, surtout à Orléans, où elle avait progressé en 2008 et 2011. A noter que le PS part en duo avec EELV dans les deux cantons tenus par ces derniers, où le vote s'annonce serré.

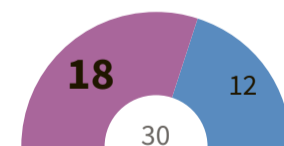
2A | CORSE-DU-SUD



La citadelle UMP

En Corse-du-Sud, l'issue des élections départementales ne fait guère de doute. La victoire de l'UMP Laurent Marcangeli aux municipales à Ajaccio, en mars 2014, renforce un peu plus les positions de la droite dans le département. Actuellement, elle détient 12 cantons sur les 22, contre 8 pour la gauche et 2 pour les nationalistes (il n'y en aura plus que onze pour cette élection). Jean-Jacques Panunzi, le président du conseil général, élu sénateur UMP en septembre 2014, n'a pas encore annoncé officiellement ses intentions. Mais après avoir lâché son poste de conseiller territorial, pour cause de cumul des mandats, il semble plus que jamais attaché à l'assemblée départementale qu'il préside depuis 2006. Ce mandat pourrait être son dernier, si le projet de collectivité unique voit le jour en 2018, avec la fusion de l'Assemblée de Corse et des deux conseils généraux.

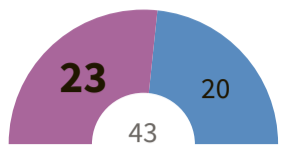
2B | HAUTE-CORSE



Duel radical de gauche

En Haute-Corse, le match des élections départementales a déjà commencé à gauche. Après la démission, pour raison de santé, du président radical de gauche du conseil général, Joseph Castelli, les élus ont choisi le radical de gauche François Orlandi pour le remplacer, sous l'influence de Paul Giacobbi, l'actuel conseiller du conseil exécutif de Corse. Le tout au grand dam de Jacky Padovani, issu de la même famille politique. Les deux hommes s'affronteront dans le même canton du Cap. La gauche semble tout de même en mesure de conserver la majorité des 15 cantons (contre 30 auparavant). La poussée des nationalistes, qui ont enlevé la mairie de Bastia, menace tout de même le bastion radical. L'élection va, de plus, se dérouler sur fond de future fusion des collectivités locales en Corse, laquelle devrait aboutir à une assemblée unique à l'horizon 2018.

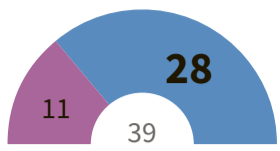
77 | SEINE-ET-MARNE



Le FN en arbitre

Reconquis par le PS en 2004, le département, présidé depuis par Vincent Eblé, qui se représente, pourrait être repris par l'UMP, qui a gagné plusieurs villes aux municipales de 2014, dont Chelles et La Ferté-sous-Jouarre. Les maires de ces deux communes se présentent dans leur canton. L'UMP et l'UDI ont un accord dans les 23 cantons. L'UMP n'a toutefois pas désigné son candidat à la tête du département en cas de victoire. Le Front de gauche et EELV ont dans la plupart des cantons investi des candidats contre ceux du PS. Le FN sera l'arbitre du scrutin, car il pourra sans doute se maintenir au second tour dans plusieurs cantons. Le secrétaire départemental du FN, Renaud Persson, candidat à Nemours, estime que le canton est « gagnable », comme ceux de Provins, Coulommiers, La Ferté-sous-Jouarre, Fontenay-Trésigny, Claye-Souilly, Mitry-Mory et Nangis.

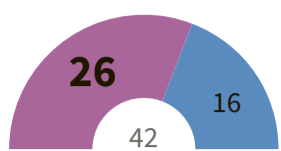
78 | YVELINES



Le PS fragilisé

Dans ce bastion de l'UMP, Pierre Bédier a repris son fauteuil de président du conseil général en avril 2014, avec la prétention de « réussir le grand chelem » aux départementales. Le principal obstacle à son ambition pourrait venir de la poussée du FN, susceptible de se maintenir au second tour dans plusieurs cantons, avec une chance de ravir à la gauche ceux de Limay et de Trappes et de gagner le nouveau canton des Mureaux. M. Bédier, candidat face au maire FN de Mantes-la-Ville, Cyril Nauth, ne s' imagine guère battu, en revanche, en cas de duel probable au second tour face à ce dernier. Le PS aborde le scrutin fragilisé par ses défaites aux municipales. Il pourrait perdre, au profit de l'UMP et de l'UDI, les cantons de Saint-Cyr-l'École, de Plaisir, de Conflans-Sainte-Honorine, de Montigny-le-Bretonneux et de Maurepas. L'UMP a conquis ces trois dernières communes en 2014.

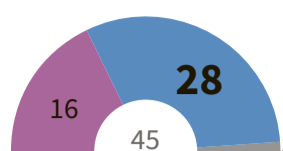
91 | ESSONNE



Possible bascule à droite

Dans le département de Manuel Valls, Jérôme Guedj, président (PS) du conseil général et ancien député « frondeur », est candidat à sa succession. Mais les divisions entre le PS et le Front de gauche fragilisent la majorité sortante et pourraient entraîner l'élimination de la gauche au premier tour dans plusieurs cantons. « Le FN sera en duel avec le PS ou l'UMP dans au moins la moitié des 21 cantons au second tour », pronostique M. Guedj. La gauche pourrait perdre le canton de Corbeil. Le sortant, Bruno Piriou (PCF), a refusé un accord avec le PS, qui présente un binôme avec EELV. Face à eux, Jean-Pierre Bechter, maire (UMP) de Corbeil, a pour suppléant Serge Dassault. Si l'Essonne passait à droite, le maire de Draveil, Georges Tron, briguerait la tête de l'exécutif, malgré son renvoi devant la cour d'assises pour viol. François Durovray, maire (UMP) de Montgeron, est également sur les rangs.

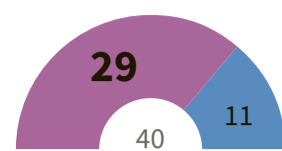
92 | HAUTS-DE-SEINE



Devedjian incontesté

Patrick Devedjian (UMP), président du conseil général depuis 2007, en butte à l'offensive manquée de son propre camp aux cantonales de 2011, aborde l'élection en patron incontesté de la majorité. Jean Sarkozy, Thierry Solère et plusieurs autres sortants qui avaient mené cette offensive, ne se représentent pas. Le PS - affaibli par ses défaites aux municipales de 2014 - court le risque de perdre de nombreux sièges. Pour autant, à Clichy-la-Garenne, la guerre entre le candidat (UMP) Rémi Muzeau et Didier Schuller (sans étiquette) pourrait profiter au maire, Gilles Catoire, sortant PS. A Asnières, l'UMP a investi un binôme soutenu par le maire, Manuel Aeschlimann, contre le sortant de droite, Cyrille Déche-noix. Arnaud de Courson, autre sortant de la majorité, est confronté à Levallois-Perret à un tandem adoubi par l'UMP. Le PCF devrait pouvoir conserver quelques cantons.

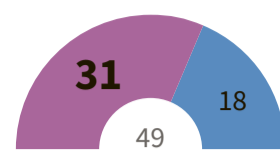
93 | SEINE-SAINT-DENIS



UMP et UDI, le vent en poupe

Comme lors des élections cantonales de 2011, les socialistes de Seine-Saint-Denis, qui président le département depuis 2008, seront alliés aux écologistes dès le premier tour. Quelques dissidences apparaissent néanmoins çà et là du côté d'Europe Ecologie-Les Verts, parti au sein duquel le soutien au PS fait débat depuis plusieurs mois au niveau national. Comme en 2011, également, le PS n'a pas réussi à s'entendre avec le Front de gauche, qui fera liste à part. L'enjeu est de taille pour le président sortant, Stéphane Troussel. Il doit affronter une alliance à droite entre l'UMP et l'UDI, qui a le vent en poupe depuis les municipales de mars 2014 : pour la première fois de son histoire, la droite contrôle la majorité des communes du département.

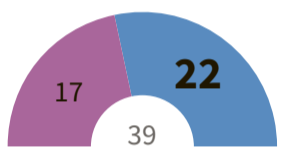
94 | VAL-DE-MARNE



La gauche éparpillée

Par certains aspects, le Val-de-Marne ressemble à la politique libanaise des années 1980 : si vous avez compris quelque chose, c'est qu'on vous l'a mal expliqué. La désunion règne dans les rangs de la gauche, ce qui ne va pas faciliter la tâche du président sortant, Christian Favier (PCF), à la tête du département depuis 2001. Aucun accord global n'a été signé entre le PCF et le PS - seules quelques exceptions devraient avoir cours -, les communistes espérant préserver l'unité avec le Parti de gauche (PG). Raté : le PG fera cavalier seul dans les cantons où le PCF est allié avec le PS au niveau municipal. De son côté, Europe Ecologie-Les Verts part en autonomie dans la majorité des cantons, tandis que le Mouvement républicain et citoyen peine à nouer des accords. En face, UMP, UDI et MoDem ont signé un accord inédit, et ont bon espoir de faire basculer ce fief historique du PCF.

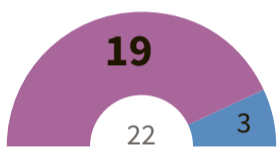
95 | VAL-D'OISE



Le PS sans chef de file

Dans ce département que le PS n'a gouverné que de 2008 à 2011, Arnaud Bazin, président (UMP) du conseil général, semble assuré de sa victoire. Les municipales de mars 2014 ont permis à l'UMP de conquérir plusieurs villes, dont Auvers-sur-Oise. Le FN ne devrait pas pouvoir gagner de sièges, même si plusieurs duels sont probables avec le PS et l'UMP au second tour. Près de 80 % des candidats PS se présentent pour la première fois, gage d'une volonté de « renouvellement », selon le premier fédéral du parti, Rachid Temal, preuve d'une « pénurie de candidats et d'une peur de la défaite », selon l'UMP. Le PS, qui n'a guère de chef de file ici, n'a pas investi le sortant Didier Arnal, ex-président du conseil général, battu en 2011. Celui-ci se présente en dissident face au candidat investi par le PS qui a le soutien du maire de Sarcelles, François Pupponi.

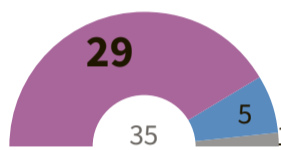
09 | ARIÈGE



Montée du FN en terre PS

De tradition socialiste, l'Ariège a échappé à la marée bleue des municipales de mars 2014. Le PS a enregistré des reculs mais n'a perdu aucun de ses bastions. Toutefois, le FN, qui jusque-là n'avait pas réussi à percer dans ce département pyrénéen, a obtenu quelques succès. Notamment à Pamiers, la plus grande ville du département, dont la préfecture est installée à Foix, où la candidate du parti d'extrême droite avait réussi à se qualifier au second tour. Les Ariégeois éliront 26 conseillers dans 13 cantons, contre 22 dans la précédente assemblée que présidait Augustin Bonrepaux, ex-maire PS d'Ax-les-Thermes. Agé de 78 ans, celui-ci ne se représente pas. Le PS devrait conserver la présidence de ce département qui reste ancré à gauche.

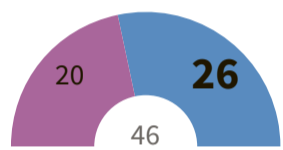
11 | AUDE



Le fief PS a perdu sa cité

L'Aude devrait être conservée par la gauche. Mais les résultats des départementales devront être regardés de près, car le PS a subi un certain recul dans le département à l'occasion des élections municipales de 2014. Les socialistes y ont perdu les deux grandes villes de Carcassonne et de Narbonne, où la droite l'a emporté à l'occasion de triangulaires avec le FN. Le redécoupage électoral de 2013 a abouti à la formation de 19 cantons contre 35 précédemment, avec l'élection de 38 conseillers départementaux contre 35. Le président socialiste du conseil général, André Viola, élu en 2011, a annoncé dès septembre 2014 qu'il serait candidat à sa succession. Il est un des rares élus de Languedoc-Roussillon à s'être prononcé sans attendre en faveur de la fusion de la région avec Midi-Pyrénées.

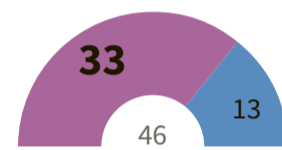
12 | AVEYRON



Le grand renouvellement

De 46, le nombre de cantons passe à 23. Et, sur 26 élus de la majorité, 15 ne se représentent pas derrière Jean-Claude Luche, actuel président UDI de l'assemblée. Une élection jugée « bizarre » par M. Luche, « avec la parité, des périmètres de cantons bouleversés et les compétences des départements encore mal définies ». Le département vote traditionnellement à droite, même si la préfecture, Rodez, est dirigée depuis 2008 par le socialiste Christian Teys-sède. La question de la validation des dernières élections vient cependant troubler la donne. Menacé par un recours pour dépassement des comptes de campagne aux sénatoriales de 2014 déposé au Conseil constitutionnel, M. Luche pourrait être déclaré inéligible. Un recours qui vise aussi l'autre poids lourd départemental, l'UMP Alain Marc, également sénateur et candidat à ce scrutin.

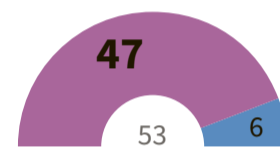
30 | GARD



Une issue incertaine

Le département est présidé depuis octobre 2014 par le socialiste Jean Denat, élu maire de Vauvert en mars 2014 et proche de Manuel Valls. Il avait succédé à Damien Alary, élu président du conseil régional de Languedoc-Roussillon après la mort de Christian Bourquin. Le Gard passe de 46 à 23 cantons. Le scrutin s'annonce difficile pour le PS. D'autant qu'aux municipales de mars 2014, le FN a conforté son implantation locale en conquérant la mairie de Beaucaire et en passant tout près de la victoire à Saint-Gilles, commune située dans la circonscription du député d'extrême droite Gilbert Collard. Et si Vauvert a basculé à gauche, Aigues-Mortes est passée à l'UDI et la mairie de Nîmes est restée à droite. L'UMP aimerait en profiter pour conquérir, cette fois, le conseil départemental.

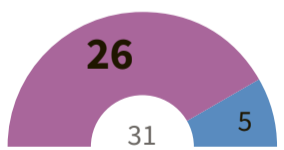
31 | HAUTE-GARONNE



« Pas de quoi pavoiser » au PS

Pour la première fois depuis 1945, la Haute-Garonne, bastion du PS, risque de basculer à droite et de voir l'extrême droite y siéger. D'autant que le socialiste Pierre Izard, 79 ans, président du conseil général depuis 1988, se retire. Dans un contexte national jugé alarmant par les militants socialistes, avec la perte de la ville de Toulouse, passée à l'UMP en mars 2014, suivie de la démission du gouvernement de Kader Arif - figure locale du PS -, et enfin la perte de deux sièges aux sénatoriales, « il n'y a pas de quoi pavoiser », comme le dit le nouveau premier secrétaire de la fédération PS, Sébastien Vincini. Avec 27 nouveaux cantons au lieu de 53 jusqu'alors, le scrutin s'annonce serré. Sous l'impulsion de Jean-Luc Moudenc, nouveau maire UMP de Toulouse, la droite se présente rassemblée et en ordre de marche.

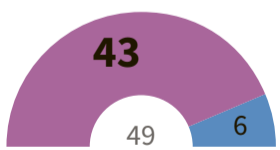
32 | GERS



Petite poussée de la droite

Après un court passage au gouvernement comme ministre de l'environnement (juillet 2013-mars 2014), le socialiste Philippe Martin est redevenu président du conseil général du Gers, où il a été élu pour la première fois en 1998. Lors des municipales de mars 2014, les électeurs gersois s'étaient fortement mobilisés et la droite avait enregistré une forte poussée. Des localités, chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, administrées par la gauche comme Condom ou Vic-Fezensac, avaient élu un maire UMP dès le premier tour. Toutefois, sauf énorme surprise, ce département devrait rester à gauche. Le Gers, qui comptait 31 cantons, en aura désormais 17 et accueillera donc 34 conseillers dans la future assemblée, à la suite du redécoupage.

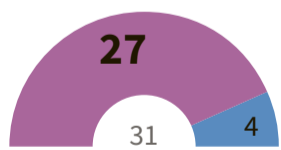
34 | HÉRAULT



Turbulences dans un fief PS

Fief de la gauche depuis plus d'un siècle, l'Hérault s'annonce comme une zone à fortes turbulences pour le PS. Dirigé depuis 1998 par le socialiste André Vézinhét, qui n'est pas candidat à sa succession, le département, qui passe de 49 à 25 cantons, pourrait basculer à droite si la gauche persiste à se présenter divisée au scrutin. Europe écologie-Les Verts a fait le choix de l'autonomie et le maire de Montpellier, Philippe Saurel, dissident du PS et proche de Manuel Valls, a voulu imposer aux socialistes un accord sur les cantons de sa ville : trois pour ses candidats, trois pour les leurs. Mais le PS a refusé et, pour l'instant, la situation semble bloquée. Le FN pourrait s'imposer dans plusieurs cantons, comme ceux de Lunel, de Frontignan ou de Béziers, ville dirigée depuis 2014 par Robert Ménard, soutenu par le FN.

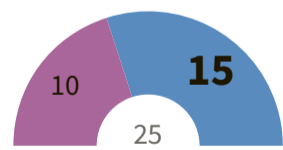
46 | LOT



L'emprise socialiste

Radical avec Gaston Monnerville puis Maurice Faure ou socialiste avec l'actuel président Serge Rigal, le département du Lot est depuis de longues années dominé par la gauche. Trois semaines après les élections municipales, en avril 2014, le sénateur socialiste Gérard Miquel, qui présidait le conseil général depuis 2004, a démissionné. L'un de ses proches, Serge Rigal, lui a succédé et compte bien être reconduit. La gauche avait enregistré un tassement de son score dans le Lot lors de ces municipales, sans pour autant connaître de bérézina. 34 conseillers (17 femmes et 17 hommes) représentant 17 cantons siègeront dans le conseil départemental qui en comptait 31 avant le nouveau découpage.

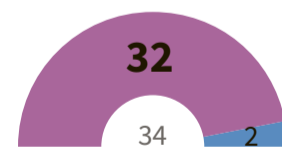
48 | LOZÈRE



Prime aux sortants

Après redécoupage, la Lozère passe de 25 à 13 cantons. A l'issue des élections, le département comptera donc 26 conseillers départementaux contre 25 précédemment. Dirigé par l'UMP Jean-Paul Pourquier depuis 2004, le département compte 15 sièges pour la majorité et 10 pour l'opposition. Les élections municipales de mars 2014 n'ont pas entraîné de changements notables. L'ancrage local des élus a plutôt joué en leur faveur et la prime aux sortants a été forte à Mende, Saint-Chély-d'Apcher ou Langogne. Les probabilités de changement dans ce département, l'un des moins peuplés de France avec l'Ariège et la Creuse, sont quasiment nulles.

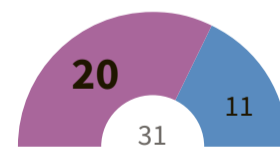
65 | HAUTES-PYRÉNÉES



Pas d'accord global à gauche

Dans ce département présidé par Michel Pélieu (PRG) depuis 2011, radicaux de gauche et socialistes n'ont pas trouvé d'accord global. C'est donc canton par canton que les discussions se sont déroulées dans la perspective du scrutin du 22 mars. Pour les radicaux de gauche, l'enjeu est simple : conserver la direction du département. Ainsi, 16 conseillers sortants sont encartés au PRG, 15 au PS, 1 au PCF et 2 à l'UMP. Le nouveau découpage prévoit 17 cantons contre 34 avant. Le nombre d'élus ne changera donc pas dans la nouvelle assemblée. Aux municipales de mars 2014, la droite UMP-UDI unie à Tarbes avait triomphé dès le premier tour. En revanche, à Lourdes, traditionnellement acquise au centre, le maire sortant UMP, Jean-Pierre Artigave, avait perdu face à la candidate de la gauche Josette Bourdeu (PRG), au terme d'une triangulaire.

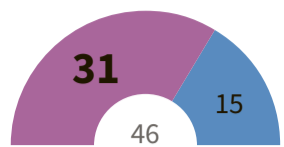
66 | PYRÉNÉES-ORIENTALES



Gagnable par la droite

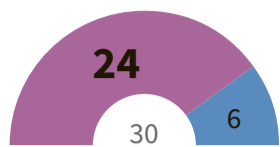
Les Pyrénées-Orientales font partie des départements que pourrait perdre la gauche aux prochaines élections. Dirigé depuis 2010 par la socialiste Hermeline Malherbe-Laurent - réintégré au PS en 2011 après son exclusion un an plus tôt pour avoir soutenu Georges Frêche lors des élections régionales de 2010 - le département, qui passe de 31 à 17 cantons, pourrait en effet basculer à droite. Lors des élections municipales de 2014, le Parti socialiste a été défait à Perpignan face à l'UMP Jean-Marc Pujol, élu, et à Louis Aliot, vice-président du Front national, arrivé deuxième. L'UMP, qui a conservé l'administration de plusieurs communes (Prades, Saint-Estève), souhaite cette fois ravir le conseil départemental. Quant au FN, il compte profiter de ce scrutin pour confirmer son implantation locale engagée aux municipales.

81 | TARN



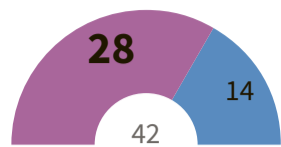
Jean Jaurès oublié
Thierry Carcenac (PS) préside le département depuis 1991. Elu dans un canton d'Albi, c'est lui qui porte depuis le début le projet de barrage de Sivens, objet de vives polémiques et de violentes manifestations au cours des derniers mois. Dans le Tarn, qui est passé de 46 à 23 cantons, les électeurs éliront 46 conseillers. Aux élections municipales de mars 2014, la gauche en général et le PS en particulier ont été à la peine, y compris dans des secteurs longtemps considérés comme des bastions, à l'instar de Carmaux, patrie de Jean Jaurès. Ici aussi, le FN a enregistré des fortes progressions, notamment à Graulhet, où sa liste avait frisé les 30 % des suffrages au premier tour des municipales.

82 | TARN-ET-GARONNE



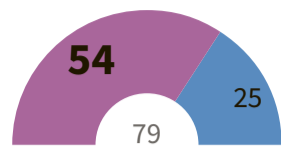
Baylet, en son bastion assiégé
Voilà quarante-cinq ans que la famille Baylet préside aux destinées de Tarn-et-Garonne. Evelyne-Jean Baylet, morte à 101 ans en novembre 2014, était devenue en 1970 la première femme présidente d'un conseil général. Elle avait passé le flambeau à son fils, Jean-Michel, en 1985. Depuis, l'ex-ministre, patron du PRG et de *La Dépêche du Midi*, élu du canton de Valence-d'Agen dont il avait aussi hérité de sa mère, a fait de ce poste sa chasse gardée. Battu aux élections sénatoriales en septembre 2014 par François Bonhomme, le maire UMP de Caussade, M. Baylet aura fort à faire face au principal parti de droite qui a réalisé de bons scores lors des municipales de 2014 notamment à Montauban, préfecture du département, et à Moissac, l'une des villes principales. Ce département rural, qui comptait 30 cantons, a été redécoupé en 15 cantons.

02 | AISNE



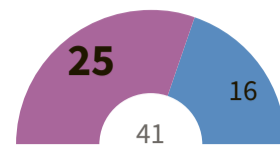
Possible forte percée du FN
Dans ce département, qui est passé de 42 à 21 cantons, le FN est en embuscade. Le parti d'extrême droite y est en pleine dynamique. Son candidat, Franck Briffaut, a gagné la ville de Villers-Cotterêts en mars 2014 et, aux élections européennes la même année, la liste conduite par Marine Le Pen y a obtenu plus de 40 % des suffrages. La droite est aussi implantée, mais elle est divisée. Les centristes de l'UDI font en revanche cavaliers seuls dans au moins 6 cantons, ce qui peut diviser l'électorat de droite modérée et permettre au FN de s'y qualifier au second tour. Le PS et le PCF sont alliés dans la plupart des cantons sauf à Saint-Quentin (le chef-lieu) et Château-Thierry. Dans cette ville, le PS devrait trouver un accord avec les écologistes d'EELV. Yves Daudigny (PS), président du conseil général depuis 2001, n'est pas sûr d'être réélu.

59 | NORD



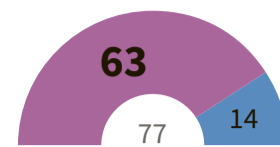
Le « bon bilan » de Kanner
Le PS se voit conserver sa majorité dans ce département passé de 79 à 41 cantons. Faisant campagne sur le « bon bilan » de Patrick Kanner, ancien président du conseil général nommé en août 2014 ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, le PS s'est allié avec le Mouvement républicain et citoyen et le Parti radical de gauche. En revanche, il devra faire sans le PCF et sans Europe Ecologie-Les Verts. Si la gauche reste aux commandes, Didier Manier, qui a succédé à M. Kanner, devrait rester en place. L'UMP et l'UDI veulent profiter de cette brèche pour faire basculer ce bastion. Les deux partis de droite et du centre partent en tandem partout. Le FN, en progression notamment dans les cantons ruraux, devrait faire une entrée en force au conseil départemental.

60 | OISE



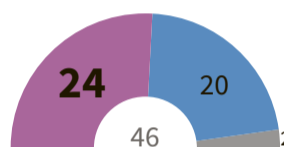
Un sortant, deux dissidents
Le socialiste Yves Rome, président du conseil général sortant, aura fort à faire pour être reconduit. Il n'a pas réussi à unir la gauche dès le premier tour et doit faire face à des candidatures dissidentes dans deux cantons, Nogent et Montataire. La droite se trouve donc en situation favorable : UMP et UDI ont conclu un accord départemental et partent unies. L'UMP Edouard Courtial a donc de sérieuses chances d'être élu président. Le FN peut aussi créer la surprise. Implanté de longue date, grâce à Michel Guiniot, basé à Noyon, le parti d'extrême droite réalise de très bons scores dans le département. Le néofrontiste, Sébastien Chenu, ancien cadre de l'UMP, se présente à Beauvais-Sud, dans l'espoir de remporter le canton. M. Chenu a été adjoint au maire de la ville pendant treize ans et compte mettre en avant cet ancrage local pour l'emporter.

62 | PAS-DE-CALAIS



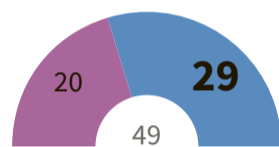
Exister entre le PS et le FN
Ce fief de la gauche pourrait basculer dans l'escarcelle du FN. C'est en tout cas ce que veut croire le parti d'extrême droite, fort de son implantation locale dans le bassin minier, avec la mairie d'Hénin-Beaumont en étendard. La droite souhaite aussi créer la surprise dans ce département passé de 77 cantons à 39 (78 élus dans la nouvelle assemblée), même si cela sera difficile d'exister entre le PS et le FN, malgré une alliance UMP-UDI. Le PS, qui se présente en alliance avec le PRG et le Mouvement républicain et citoyen, devra faire sans EELV, qui fera listes communes avec le Parti de gauche dans le bassin minier. Si le PCF part seul dans la plupart des cantons, des listes communes PS et PCF sont prévues à Calais. Si la majorité sortante est reconduite, le socialiste Michel Dagbert, président du conseil général depuis juin 2014, devrait se maintenir.

80 | SOMME



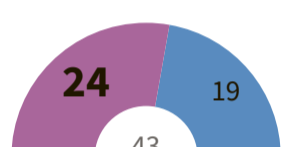
Des unions presque parfaites
À l'exception du Parti de gauche, la gauche part unie. Même si, au sein du conseil général sortant, cette union connaît des péripéties. Par ailleurs, le socialiste Christian Manable, qui préside l'assemblée départementale depuis 2008, ne brigue pas de nouveau mandat pour cause de cumul : il a été élu sénateur en septembre 2014. Malgré certaines tensions, l'UMP et l'UDI ont trouvé un accord dans 20 cantons sur 23. Avec cette union presque parfaite, l'opposition espère renverser la majorité sortante. Troisième force de ce département, le FN n'est pas en position de présider le conseil général. Cependant, le parti d'extrême droite veut capitaliser sur son score des européennes de 2014, à l'occasion desquelles la liste emmenée par Marine Le Pen était arrivée largement en tête (37,15 %). Le FN peut espérer percer dans les cantons ruraux, notamment dans la baie de Somme.

14 | CALVADOS



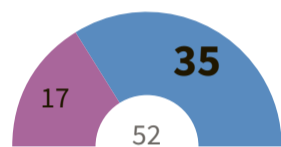
Le PS sans chef de file
Dans ce département rural et touristique où la droite est en position de force, le président du conseil général sortant, Jean-Léonce Dupont, par ailleurs sénateur UDI, n'est pas menacé. Il l'est d'autant moins que la chef de file de la gauche dans le département, la députée socialiste Clotilde Valter, a annoncé en décembre 2014 qu'elle préférerait se consacrer à son mandat de députée de Lisieux. Le FN, qui a réalisé des scores inédits aux européennes de 2014 dans certains cantons ruraux, pourrait créer des surprises. L'un des principaux enjeux pour la future assemblée départementale sera de défendre le rôle de Caen, capitale du Calvados, face à Rouen et Le Havre (Seine-Maritime), au sein de la future grande région réunissant la Basse et la Haute Normandie.

27 | EURE



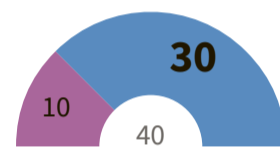
Des ambitions à droite
L'élection s'annonce compliquée pour le député PS Jean-Louis Destans, qui préside le conseil général depuis 2001. Dans un contexte national difficile pour la gauche, le département pourrait basculer à droite. Le chef de file de l'opposition, Jean-Paul Legendre (div. d.), président de l'association des maires du département, pourrait être concurrencé dans la course à la présidence par l'ambitieux Sébastien Lecornu, élu maire de Vernon en 2014, à 28 ans. Proche du député UMP de l'Eure, Bruno Le Maire, il a été chargé par ce dernier de coordonner les départementales à droite. Il n'exclut pas de se présenter contre M. Destans, dont il juge le bilan « pauvre ». Le FN, qui a obtenu un score élevé aux européennes de mai 2014 (34,77 %, 10 points de plus que sa moyenne nationale), pourrait créer la surprise dans les cantons des Andelys, de Gisors et de Verneuil-sur-Avre.

50 | MANCHE



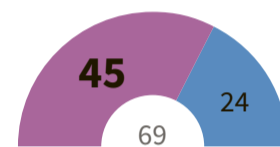
Ancré à droite
Les élections départementales marqueront la fin de la vie politique de Jean-François Le Grand, 72 ans, qui préside le conseil général depuis 1998 et fut également sénateur (RPR puis UMP) de 1982 à 2011. Plutôt consensuel, il ne se représentera pas. L'élu a joué un rôle actif dans le Grenelle de l'environnement, en 2007, et s'est distingué au sein de l'UMP par ses positions favorables à la défense de l'environnement et anti-OGM, ce qui l'a en partie conduit à quitter le parti en 2011. C'est le vice-président du conseil général, Philippe Bas, ministre délégué à la famille de 2005 à 2007, aujourd'hui sénateur UMP et président de la commission des lois du Sénat, qui ambitionne de lui succéder. Il devrait y parvenir sans peine, ce département rural étant solidement ancré à droite.

61 | ORNE



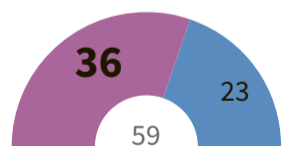
Le nomadisme du président
Le président de ce département rural qui n'a jamais quitté le giron de la droite est l'UDI Alain Lambert, ancien ministre délégué au budget (2002-2004) et ancien sénateur (1992-2002 puis 2014-2010). Président du conseil général depuis 2007, il est candidat à sa succession, mais dans un nouveau canton, ce qui n'est pas une première puisqu'il en change à chaque élection. Cette démarche commence à jeter le trouble dans le département, y compris à droite. La tentative de fronde du jeune vice-président UMP chargé du développement économique, Jérôme Nury, a jusqu'à présent été contenue par M. Lambert. Celui-ci doit néanmoins faire face à la contestation des opposants au projet de centre d'enfouissement de déchets situé non loin du Haras national du Pin et qui fait l'objet d'une bataille juridique.

76 | SEINE-MARITIME



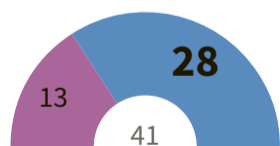
L'ombre de Fabius
Conserver ce bastion, qui accueille les deux tiers de la population de la région et abrite le fief électoral de Laurent Fabius, est un enjeu capital pour la gauche. Cela permettrait d'ouvrir la voie au candidat socialiste pour les élections dans la future grande région, le président de Haute-Normandie Nicolas Mayer-Rossignol. Le président socialiste du conseil général, Nicolas Rouly, candidat à sa succession, se dit « raisonnablement confiant ». Le chef de file de l'opposition de droite, l'UDI Pascal Martin, concentre ses attaques sur l'endettement élevé du département et l'augmentation de la fiscalité locale. M. Rouly met en avant la responsabilité de la droite dans l'accroissement des charges des collectivités et un effort de réduction de la dette engagé en 2013. Il joue aussi sur le thème du renouvellement : à 35 ans, il est le plus jeune président de département.

44 | LOIRE-ATLANTIQUE



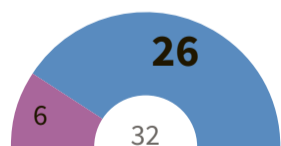
EELV fait liste à part
Philippe Grosvalet, président socialiste du conseil général sortant, est de nouveau candidat. Mais il devra partir sans les écologistes qui lui ont fait faux bond. Malgré les appels du pied pressants du PS, EELV a décidé de faire liste à part. La tentative d'accord préparée par le député François de Rugy et le sénateur Ronan Dantec n'a pas eu l'assentiment de la base militante d'EELV, toujours très remontée contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le Front de gauche et l'Union démocratique bretonne partent aussi en solo. Les candidats UMP, alliés à l'UDI, sont emmenés par Gâtien Meunier, conseiller général du canton de La Baule-Escoublac, sous l'étiquette « Démocratie 44 ». L'inconnue vient du FN, qui a fait de bons scores aux municipales de mars 2014, notamment à Saint-Nazaire.

49 | MAINE-ET-LOIRE



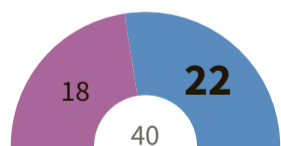
Course aux parrainages
La droite part grande favorite dans ces terres traditionnellement centristes de Maine-et-Loire. Le président sortant du conseil général, Christian Gillet (UDI), est candidat à sa succession. Mais il doit contenir les ambitions de Marc Laffineur (UMP). L'ancien ministre, secrétaire départemental du parti de Nicolas Sarkozy, qui se verrait bien tête de liste aux régionales, voudrait placer ses candidats au conseil général. Comme de nombreux candidats sont sans étiquette, les annonces de parrainage se multiplient dans la dernière ligne droite. À gauche, la question est de résister et de conserver ses sièges. Le PS doit faire face à des dissidences : celles de Jean-Luc Rotureau, qui se représente dans le canton d'Angers contre le candidat socialiste, et de Philippe Bodard, allié au PCF et à Nouvelle Donne dans le canton des Ponts-de-Cé.

53 | MAYENNE



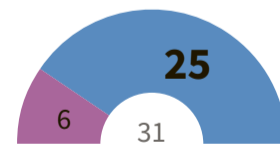
Duels de sortants
Aucun suspense pour l'élection à venir, la droite - alliance UDI-UMP - régnant en maître sur le département. La nouveauté, c'est le retrait de Jean Arthuis. En 2014, le président UDI de la Mayenne, qui était élu conseiller général depuis 1976, avait laissé son siège et son poste de sénateur à Olivier Richefeu. D'autres vieux élus ont été poussés vers la sortie par le nouveau scrutin. On s'attend à quelques duels de sortants à cause de la nouvelle carte électorale. À gauche, le PS part seul et sera à la peine après la perte de quelques villes, où les socialistes vont devoir défendre leurs six cantons. C'est le cas de Laval, où le député Guillaume Garot se présente. Les écologistes d'EELV et le Front de gauche présentent leurs propres listes. Le FN, qui a effectué une percée aux municipales de mars 2014, sera présent dans 16 cantons contre 4 en 2008 et 7 en 2011.

72 | SARTHE



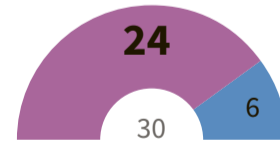
À gauche, pas d'union
Dans ce département rural, la droite règne sans conteste. Le président sortant, Jean-Marie Geveaux, conseiller général depuis trente-trois ans, ne se représente pas. C'est Dominique Le Mèner, député de la Sarthe, qui va conduire le camp UMP. À gauche, pas d'union. Le PS part seul emmené par Christophe Chaudun, maire de Connerré et conseiller général sortant. Europe Ecologie-Les Verts et le Front de gauche ont annoncé qu'ils se présenteraient en solo. L'inconnue vient du FN, qui a annoncé qu'il présenterait des candidats dans les 21 cantons (contre 40 auparavant). Aux municipales de mars 2014, Louis Noguès, ancien du Bloc identitaire, avait créé la surprise en obtenant 11,54 % des voix au premier tour au Mans.

85 | VENDÉE



Divisions de la droite
Les tiraillements internes à la droite se font de nouveau entendre. Le président du groupe UMP au Sénat, Bruno Retailleau, arrivé en 2011 avec le soutien de François Fillon, conduira la liste de droite mais ne briguera pas un troisième mandat à la présidence du conseil général. Il souhaite prendre la tête de l'UMP lors des régionales dans les Pays de la Loire. C'est Yves Auvinet (div. dr.), maire de La Ferrière, qui portera les couleurs de la droite. Mais il pourrait se voir disputer la présidence par le député Alain Lebœuf, homme de confiance de M. Retailleau et conseiller général de Rocheservière. La gauche fait de la figuration. Après avoir reculé aux municipales, elle risque de perdre deux des cinq cantons qu'elle détient. C'est Stéphane Ibarra, suppléant de la députée Sylviane Bulteau, qui devrait mener la bataille électorale sous les couleurs du PS.

04 | ALPES-DE-HTE-PROVENCE



Le PS compte garder la main
Largement majoritaire au conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, le PS compte garder la main, en profitant d'une UMP toujours divisée. Depuis le retrait de Jean-Louis Bianco, président du conseil général de 1998 à 2012, le PS, en 2014, a sauvé son poste de sénateur avec l'élection de Jean-Yves Roux, après avoir limité les dégâts aux municipales. Gilbert Sauvan, 58 ans, député et président du conseil général sortant, est candidat à sa succession, malgré des problèmes de santé. À droite, des candidatures dissidentes sont annoncées dans plusieurs cantons, dont celui du président départemental de l'UMP, Michel Lanfranchi, 80 ans, à Barcelonnette. Le député PS Christophe Castaner, maire de Forcalquier, ne sera pas, lui, de la partie. Il vient d'être désigné tête de liste PS aux régionales.

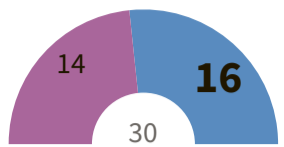
NORD - PAS-DE-CALAIS - PICARDIE

NORMANDIE

PAYS DE LA LOIRE

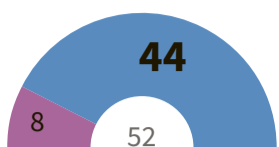
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

05 | HAUTES-ALPES



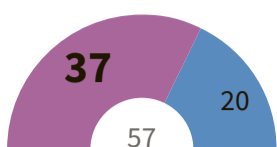
Ancré à droite
Ce département a toutes les chances de rester à droite. Au conseil général, la droite détient la majorité avec 16 sièges (10 UMP, 5 divers droite, 1 UDI) et devance l'opposition de deux voix (7 PS, 4 divers gauche, 3 PRG). Le divers droite, Michel Roy, élu président par intérim du conseil général le 27 janvier, à la suite du décès du sénateur UMP Jean-Yves Dusserre fin décembre 2014, ne se représente pas. L'incertitude plane autour du nom de son successeur, en raison de la division de la droite. L'UMP Jean-Michel Arnaud, premier vice-président de la majorité sortante, fait face à la concurrence des proches de la présidente de la fédération départementale, Henriette Martinez. La gauche nourrit peu d'espoir de faire basculer ce département, qui passe de 30 cantons à 15. Le FN, qui espère présenter des candidats dans 4 cantons, reste faible.

06 | ALPES-MARITIMES



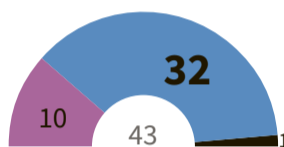
Un vote joué d'avance
L'issue du scrutin comporte peu de suspense : le député UMP Eric Ciotti, qui préside le conseil général depuis 2008, devrait conserver son mandat. Ce département est une place forte de la droite, qui détenait 44 sièges sur 52 dans la majorité sortante. Le FN, qui ne risque pas de faire basculer le conseil général, espère remporter des cantons, alors qu'il n'en avait aucun jusque-là. Le parti d'extrême droite devrait se retrouver dans de nombreux duels avec l'UMP au second tour. Ses chances de conquête se situent dans les cantons de Contes et de Grasse-Sud. La gauche, qui comptait 8 élus (5 PS ou apparentés et 3 communistes), risque, elle, de perdre ses positions. Traditionnellement faible sur ces terres, elle devrait pâtir des divisions entre le PS et le Front de gauche. Le département, totalement remodelé, est passé de 52 cantons à 27 en 2015.

13 | BOUCHES-DU-RHÔNE



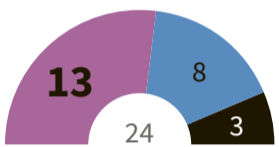
Guérini joue des divisions
« Une opportunité historique ! » Martine Vassal, chef de file de l'union UDI-UMP, se voit conquérir le département qui a jusqu'ici échappé à la droite. Aux municipales de 2014, 12 villes ont été prises à la gauche. Mais l'avènement de la métropole Aix-Marseille a créé une fracture entre la ville-centre et le reste du territoire. M^{me} Vassal, adjointe UMP à Marseille, pourrait en pâtir. Président du département depuis 1998, l'ex-PS Jean-Noël Guérini joue de cette opposition. Sa coalition informelle avance masquée, entre membres de La Force du 13, son parti, et candidats PS et PC qui ont promis leur soutien. En cas d'absence de majorité absolue, M. Guérini pourrait bénéficier de retours d'ascenseur à droite et garder sa présidence. Sans son leader Stéphane Ravier, sénateur et maire de secteur à Marseille depuis 2014, le FN compte être présent au second tour dans les 29 cantons.

83 | VAR



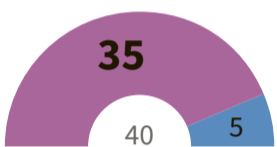
Première cible du FN
L'UMP Horace Lanfranchi, président du conseil général du Var depuis 2002, ne se représente pas. A près de 80 ans, il s'est dit « au terme de ce qu'il pouvait faire ». Privée de ce candidat et de son patron, Hubert Falco, sénateur et maire de Toulon, l'UMP varoise compte sur son implantation historique pour conserver le pouvoir. La menace vient d'un FN très rajeuni, qui ne compte qu'un sortant (Laurent Lopez, à Brignoles) mais qui a, en 2014, remporté trois villes et un siège de sénateur. Frédéric Boccaletti, secrétaire de la plus importante fédération FN de France, se présente dans le canton de La Seyne-2 et prône « une surprise dans, au mieux, 12 des 23 cantons ». La gauche, elle, redoute le zéro pointé. Malgré ses 9 sortants, le PS a peiné pour boucler ses binômes. Sans accord départemental avec EELV et le Front de gauche, seules quelques unions locales font vivre l'espoir.

84 | VAUCLUSE



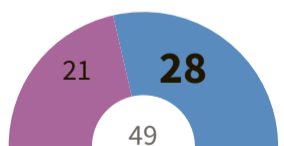
Bagarre à l'extrême droite
Tenu par la gauche, le Vaucluse est l'une des principales cibles du FN. Le parti d'extrême droite, qui compte un conseiller général sortant, espère l'emporter dans ce fief de Marion Maréchal-Le Pen, où il a récolté 36,4 % des voix aux européennes. Mais le FN, qui présentera des candidats dans tout le département, subira la concurrence de la Ligue du Sud, le parti du maire d'Orange Jacques Bompard, qui aura des représentants dans près de la moitié des cantons. Dans ce département, qui passe de 24 cantons à 17, la majorité est détenue par la gauche avec 13 sièges (9 PS, 1 PCF, 1 EELV, 2 div. g.), qui devance l'opposition de deux voix (8 UMP, 2 Ligue du Sud, 1 FN). Conduite par le président PS sortant Claude Haut, l'équipe en place espère l'emporter sur le fil. La droite, affaiblie et divisée, nourrit peu d'espoir de faire basculer le conseil général.

971 | GUADELOUPE



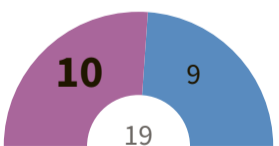
Suprématie de la gauche
La gauche devrait conserver la Guadeloupe, sa suprématie ayant été préservée lors des municipales de 2014 en dépit du revers subi par Victorin Lurel, ex-ministre des outre-mer du gouvernement Ayrault, dont le fief, Vieux-Habitants, a basculé à droite. Le scrutin intervient alors que les questions institutionnelles sèment la zizanie dans le camp majoritaire. Le président sortant du conseil départemental, Jacques Gillot (GUSR), a défendu l'idée d'une consultation de la population en 2016 afin de savoir si une collectivité unique doit se substituer aux deux assemblées existantes (région et département). Une initiative que M. Lurel a jugée prématurée. Les élections des 22 et 29 mars permettront de mesurer les rapports de force entre les diverses composantes de la gauche : à l'heure actuelle, c'est la fédération du PS qui domine.

974 | LA RÉUNION



L'UDI sans « ambigüité »
Présidente depuis 2004, l'UDI Nassimah Dindar est candidate à sa propre succession. Mais, si elle gouverne avec une majorité composée de centristes, d'élus PS et PC, elle se présente au sein d'une plate-forme UMP-UDI-Objectif Réunion - le parti de droite du président de la région, Didier Robert. M^{me} Dindar aurait souhaité étendre la plate-forme au MoDem, dont fait partie le député Thierry Robert - qui n'a aucun lien de parenté avec son rival dans la future élection à la tête du conseil régional, l'actuel président Didier Robert, candidat à sa propre succession. Mais la direction de l'UDI a écarté toute « ambigüité sur le positionnement politique vis-à-vis de la gauche ». La gauche, divisée, semble avoir renoncé à l'ambition de contrôler le département.

976 | MAYOTTE



Questions de personnes
A Mayotte, le changement de mode de scrutin porte de 19 à 26 le nombre de conseillers départementaux et permet aux femmes de faire une entrée spectaculaire dans cette assemblée locale : elles seront 13 à siéger, contre 1 à l'heure actuelle, Sarah Mouhoussoune, qui ne se représente pas. Le président sortant, Daniel Zaidani, est candidat à sa succession, malgré sa mise en examen en 2013 pour détournements de fonds publics et favoritisme. Elu en 2011 sur un programme plutôt orienté à gauche, il s'est petit à petit rapproché du centre. Son parti, le Mouvement pour le développement de Mayotte (MDM), et l'UMP sont les deux formations qui présenteront le plus grand nombre de candidats. Difficile de dire qui sortira vainqueur du scrutin tant les questions de personnes dominent la vie politique de l'archipel.

SUPPLÉMENT RÉALISÉ PAR :

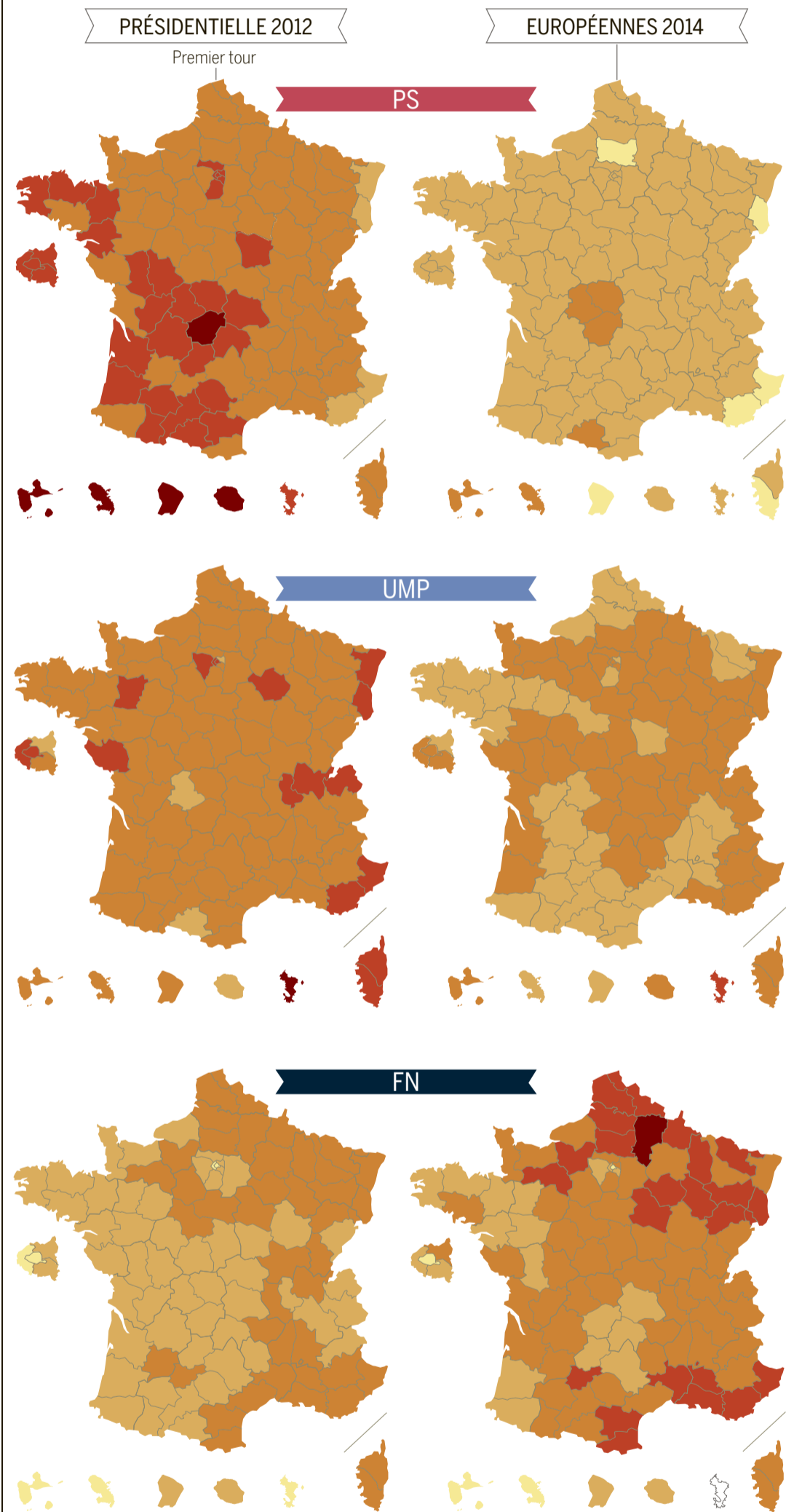
- Manuel Armand,
- Hélène Bekmezian,
- Bertrand Bissuel,
- Bastien Bonnefous,
- Yves Bordenave,
- Emeline Cazi,
- Nicolas Chapuis,
- Jean-Baptiste Chastand, Gaëlle Dupont, Olivier Faye, Benoît Floc'h, Philippe Gagnebet, Matthieu Goar, Laurent Guigon, Béatrice Jérôme, Alexandre Lemarié, Bruno Leroy, Abel Mestre, Jean-Baptiste de Montvalon, David Revault d'Allonnes, Gilles Rof, Patrick Roger et Sylvia Zappi
- Infographies : Sylvie Gittus-Pourrias, Romain Imbach, Philippe Da Silva

L'effondrement du Parti socialiste et la poussée du Front national

Entre l'élection présidentielle de 2012 et les européennes de 2014, la cartographie des votes a profondément évolué

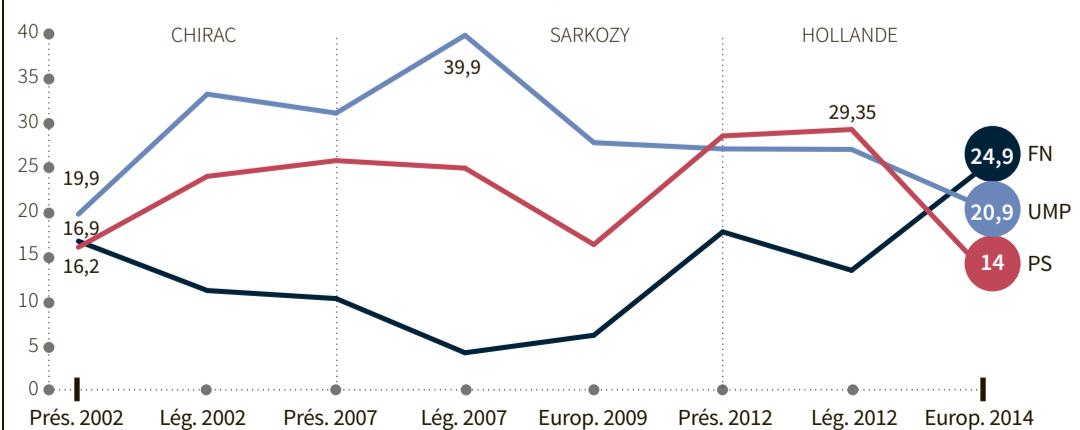
Score des partis politiques aux dernières élections

SUFFRAGES EN % DES VOIX EXPRIMÉES



Scores nationaux

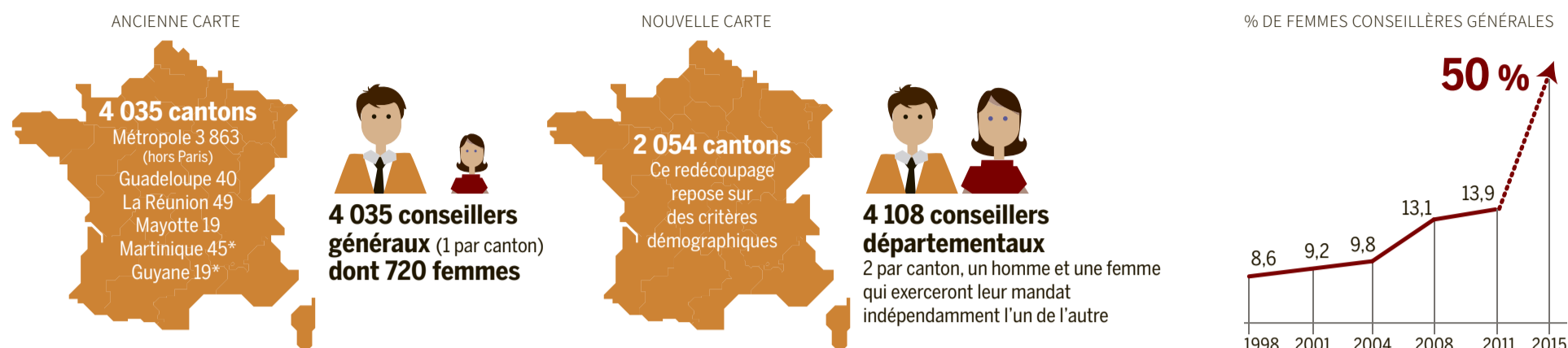
SUFFRAGES AU PREMIER TOUR, EN % DES VOIX EXPRIMÉES



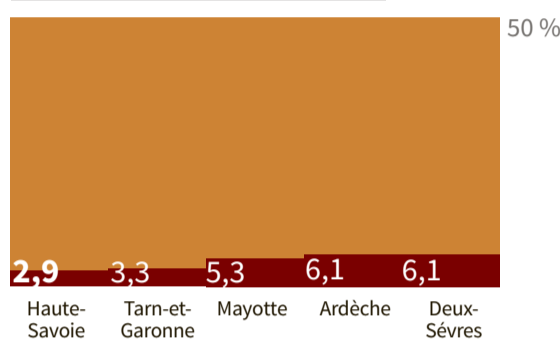
SOURCES : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ; LE MONDE

Un redécoupage cantonal pour une parité respectée

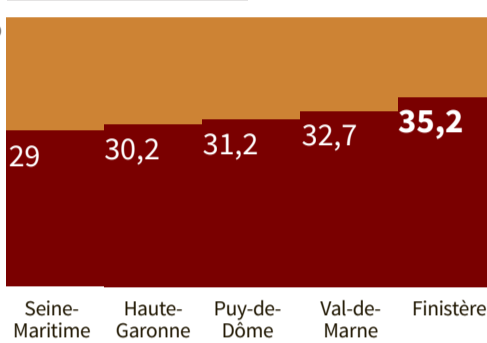
Les 22 et 29 mars, les cantons seront intégralement renouvelés. Le nouveau mode de scrutin adopté pour l'occasion est un scrutin binominal mixte majoritaire à deux tours. Il permet d'imposer la parité.

Les mauvais et bons élèves de la parité
% DE FEMMES CONSEILLÈRES GÉNÉRALES EN 2014

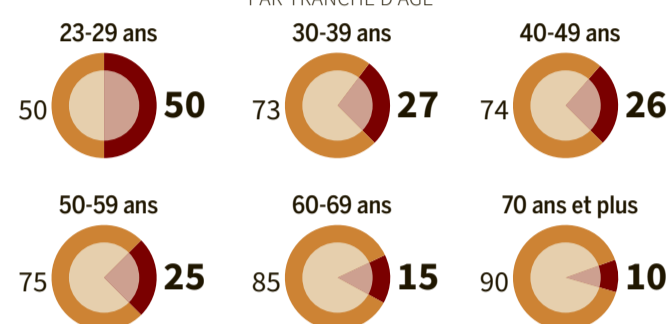
LES 5 PLUS FAIBLES TAUX DE FEMMES



LES 5 PLUS FORTS TAUX



*La Guyane et la Martinique ne sont pas concernées par la réforme

Les jeunes générations plus égalitaires
% DE FEMMES CONSEILLÈRES GÉNÉRALES EN 2014
PAR TRANCHE D'ÂGE

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

4 108 conseillers départementaux à élire

Nouveaux noms, nouveaux cantons, nouveau mode de scrutin...
Les élections cantonales laissent la place aux départementales

Les électeurs de la quasi-totalité du territoire sont appelés aux urnes les dimanches 22 et 29 mars pour élire leurs conseillers départementaux, nouveau nom donné aux conseillers généraux depuis une loi du 17 mai 2013.

Qui élit-on ? Ces élections, jusqu'ici baptisées cantonales, sont désormais qualifiées de départementales. Mais ce sont les mêmes élus : les membres de ce qui est encore le conseil général, et qui sera après ce scrutin le conseil départemental. Il s'agit donc de renouveler une très grande partie de la composition des assemblées des 101 départements français. Ceux-ci disposent de compétences multiples, sur les transports, l'action sociale ou les collèges.

Jusqu'ici, on élisait un conseiller général par canton, pour un mandat de six ans, avec renouvellement par moitié des assemblées tous les trois ans. Le mode de

scrutin a changé : désormais, ce seront deux conseillers qui seront élus par canton (avec une diminution du nombre de ces derniers), toujours au suffrage universel direct à deux tours. Le mandat reste d'une durée de six ans, mais l'assemblée sera renouvelée intégralement en une seule fois.

Quels sont les nouveaux cantons ? Les conseillers départementaux sont élus sur la base de l'unité géographique du canton, qui date de 1789. On en comptait alors 4 649. Ils devaient servir de base pour la répartition des effectifs de gendarmes ou de sapeurs-pompiers ou encore pour la perception des impôts. Surtout, jusqu'en 1958, le canton correspondait au ressort judiciaire des juges de paix chargés de régler les petits litiges locaux. Aujourd'hui, les cantons ne sont plus utilisés que pour l'élection des conseillers généraux (et bientôt départementaux).

Très longtemps, personne ne s'est attaqué à ce découpage ancien, laissé au bon vouloir des préfets, ce qui a abouti à des inégalités parfois spectaculaires de population selon les cantons. En 2010, le projet Nicolas Sarkozy, issu d'un rapport d'Edouard Balladur sur la réforme des collectivités locales, prévoyait à l'origine leur disparition, mais ils avaient finalement subsisté pour servir de circonscription d'élection aux nouveaux conseillers territoriaux, supposés siéger à la région et au département. La gauche a abrogé cette réforme, pour y substituer la sienne. Les cantons demeurent, mais leurs contours sont redessinés pour répondre à un objectif : pas plus de 20 % de disparité de population d'un canton à un autre.

Ce faisant, le nombre de cantons est passé de 4 035 à 2 054. Mais comme dans le même temps chaque canton élit non plus un mais deux conseillers départementaux, le nombre de ceux-ci a légèrement augmenté : 4 108 contre 4 035.

Quels départements votent ? Lors des dernières élections cantonales, les 20 et 27 mars 2011, les

Avec le nouveau système de vote, les candidats doivent se présenter en binômes, obligatoirement un homme et une femme

conseillers généraux ont été renouvelés par moitié. Cette fois, quasiment tous les départements vont renouveler leurs assemblées, à quelques exceptions de taille cependant : la Ville de Paris, puisque le Conseil de Paris, élu à l'issue des municipales, joue le rôle de conseil départemental ; la nouvelle métropole de Lyon, où le conseil métropolitain, issu de l'assemblée de la communauté d'agglomération du Grand Lyon, joue lui aussi le rôle de conseil municipal, et même si le reste du département du Rhône aura, lui, des élections ; la Guyane et la Martinique, qui voteront en décembre, en même temps qu'auront lieu les élections régionales, pour élire une assemblée de la collectivité territoriale unique qui remplacera conseil départemental et régional.

Quel mode de scrutin ? Avec le nouveau système de vote, les candidats doivent se présenter en binômes, obligatoirement un homme et une femme (leurs suppléants doivent être de même sexe). Un binôme peut être élu dès le premier tour s'il répond à une double condition : avoir recueilli plus de la moitié des suffrages exprimés et le quart des inscrits.

Si aucun binôme ne remplit ces conditions, ceux ayant réuni au moins 12,5 % des inscrits peuvent se maintenir au second tour. Il peut donc y avoir des triangulaires. La majorité relative (recueillir davantage de suffrages que son ou ses concurrents) suffit ensuite pour gagner l'élection. ■

SAMUEL LAURENT

Les prérogatives des futurs élus restent à définir

L'adoption définitive du projet de loi sur les compétences des départements n'interviendra qu'après l'installation des exécutifs

À quoi sert un conseiller départemental ? C'est peut-être la question à ne pas poser en ce moment aux candidats du scrutin des 22 et 29 mars. Les prérogatives des futurs élus baignent dans le flou. Le projet de loi « portant nouvelle organisation territoriale de la République » (dite « loi NOTRe »), qui redéfinit les compétences des collectivités locales, doit être examiné en première lecture par les députés à partir du mardi 17 février après avoir été voté au Sénat le 27 janvier. Son adoption définitive n'interviendra qu'après l'installation des nouveaux exécutifs départementaux. Autrement dit, les citoyens vont accorder leur suffrage à des personnalités dont les pouvoirs sont en train d'évoluer, sans que l'on sache exactement jusqu'où ira le curseur.

« On aurait préféré avoir une situation plus stable, plus éclairée », commente Yves Krattinger, président (PS) du conseil général de Haute-Saône. « Ce sera la grande nébuleuse, regrette René-Paul Savary, « patron » du département de la Marne et sénateur UMP. Aux interrogations précises des gens, nous ne pourrions pas apporter de réponses précises. Alors ils risquent de nous dire : "A quoi ça sert de voter ?" »

Le président de l'assemblée des départements de France, Claudy Lebreton (PS), affirme que son organisation avait demandé le report de l'examen du projet de loi NOTRe, jugeant inopportun qu'il se téléscopât avec le renouvellement des conseils généraux. Sans succès.

Cet inconvénient doit toutefois être relativisé, pondère Mathieu Klein, président (PS) du conseil général de Meurthe-et-Moselle : « Ce n'est pas un sujet de préoccupation des électeurs, assure-t-il. Jusqu'à présent, je n'en ai quasiment pas rencontré qui m'interpellent à ce propos. La question préoccupe les élus, les décideurs, mais elle ne sera pas déterminante dans la campagne. »

La cause « départementaliste »

Pour les personnes qui seraient tracassées, M. Krattinger a un discours tout trouvé : « Nous leur disons que les compétences, susceptibles d'être retirées aux départements, devront être exercées. Et quoi qu'il advienne, tout ne pourra pas être transféré instantanément. »

Dans sa version initiale, le projet de loi NOTRe tend à recentrer les départements sur ses missions de « solidarité sociale » (petite enfance, RSA, handicap, troisième âge...) et « territoriale » (aide aux commu-

« On aurait préféré avoir une situation plus stable, plus éclairée »

YVES KRATTINGER
président (PS) du conseil général de Haute-Saône

nes et aux intercommunalités, financement d'opérations d'investissement dans le secteur marchand...). Il prévoit aussi de donner aux régions des prérogatives jusqu'alors entre les mains des conseils généraux : gestion des collèges, politiques de transports scolaires, construction et maintenance des routes départementales... Mais le Sénat, jouant, une fois de plus, son rôle de gardien de la cause « départementaliste », a supprimé ces transferts de compétences.

Le gouvernement maintient son dessein tout en se disant prêt à faire des concessions, en particulier sur les collèges, qui devraient être maintenues dans l'escarcelle des départements. Reste à trancher l'épineuse question de la voirie et du transport scolaire. Bon nombre d'élus souhaitent que les conseils généraux continuent de s'occuper de l'acheminement des élèves vers leur établissement. C'est du travail de dentelle, plaignent-ils, qui ne peut être correctement exécuté que si l'autorité organisatrice est proche du terrain.

En Haute-Saône, explique M. Krattinger, il a fallu tricoter « 600 circuits de transport » pour conduire à l'école, au collège ou au lycée un peu plus de 21 000 jeunes (soit presque 9 % de la population du département). « Des personnes nous demandent si cela va marcher lorsque ce sera dirigé de loin, rapporte-t-il. On essaie de ne pas dramatiser. Les régions savent faire preuve de sagesse et sont conscientes que le besoin de proximité est important. »

Même si elle ne figure pas dans le projet de loi NOTRe, la question du financement du RSA est dans tous les esprits car son poids s'alourdit dans le budget des exécutifs départementaux. « Cela devrait relever de la solidarité nationale », estime M. Klein. Début novembre 2014, le premier ministre, Manuel Valls, s'est engagé à former un groupe de travail « afin de réfléchir aux évolutions du dispositif ». ■

BERTRAND BISSUEL